

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°1 / MARS 2012
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Économie verte

À qui profite-t-elle et comment ?

Jordanie: les jeux vidéo créent
des emplois pour les jeunes

Himalaya: exode vers les villes



Sommaire

DOSSIER



ÉCONOMIE VERTE

6 «Vert ne signifie pas nécessairement social»

Fin juin, la Conférence des Nations Unies sur la durabilité débattrà du développement futur de notre planète

13 Investir dans l'après-fossile

Entretien avec l'économiste Renate Schubert, coauteure d'un rapport qui a fait grand bruit

15 Utilisation ciblée de chaque goutte d'eau

L'organisation WOTR œuvre depuis longtemps en faveur d'une exploitation durable de l'eau dans les villages indiens

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Des jeux informatiques porteurs d'espoir

Le chômage des jeunes est préoccupant en Jordanie, malgré la forte croissance de l'économie. Le royaume mise sur le secteur informatique.

21 Une journée sur le terrain avec...

Cyril Prissette, chef par intérim du bureau de coopération à Amman

22 Conflit identitaire

Dana Shalabi évoque la difficulté de vivre à l'occidentale dans un environnement oriental

DDC



23 Protéger les droits humains derrière les barreaux

La Suisse aide l'Ukraine à réformer son système pénitentiaire

24 L'accès au marché permet de réduire la pauvreté

Avec l'aide de la DDC, des dizaines de milliers de petits paysans tanzaniens s'intègrent sur les marchés et augmentent ainsi leurs revenus

FORUM



27 Fuir l'Himalaya pour vivre en ville

Entretien avec Andreas Schild, grand connaisseur de la montagne et de l'aire Hindou Kouch-Himalaya en particulier

30 La crise du riz

Carte blanche : la journaliste Rubeena Mahato dénonce le cercle vicieux de l'aide alimentaire et de la sous-production au Népal

CULTURE



31 Le théâtre d'auteur pour forger la conscience critique

Au Burkina Faso, une structure originale s'attache à promouvoir et à professionnaliser les arts de la scène

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

33 Service

35 Coup de cœur avec Ivana Falconi

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Des programmes globaux pour un développement durable

Après les résultats décevants de la conférence de Durban sur le climat, en décembre dernier, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec un groupe de jeunes qui se mobilisent en faveur du climat. Ils entendent mener des projets destinés à réduire les émissions de CO₂ dans les pays en développement.

« Lorsque la politique échoue, nous pouvons montrer qu'il existe des moyens pratiques de résoudre les problèmes », pensent-ils. Je n'ai rien contre les solutions pratiques permettant de réduire les gaz à effet de serre. Ni contre les mesures d'adaptation, qui aident les pays en développement et les couches pauvres de la population à faire face aux effets du changement climatique. Cependant, malgré toute leur utilité, ces initiatives ne suffisent pas pour relever le défi du développement durable. Nous devons négocier et entreprendre des actions globales. Et cela doit se passer dans un cadre plus large.

Ce constat s'applique aussi aux autres domaines politiques. Une coopération n'est efficace que si elle influe sur les conditions-cadres, si elle définit correctement les règles et l'orientation. Il serait par exemple vain de compter uniquement sur les activités de promotion de la paix pour garantir la paix à long terme. Pour cela, il faut un ordre public qui exclut la violence et permet un règlement pacifique des différends. De même, des projets dans les domaines de la santé, de la formation ou du développement rural ne suffisent pas à assurer un développement durable. Celui-ci nécessite un cadre global propice au développement ainsi qu'un meilleur accès aux marchés, aux technologies et au capital.

Voilà pourquoi la DDC est active au sein d'organisations multilatérales et de réseaux internationaux, où elle contribue à l'élaboration de normes et de règles mondiales. Nous apportons par ailleurs un appui ciblé aux efforts visant à acquérir du savoir et à diffuser des idées novatrices susceptibles de répondre aux nouveaux

défis. Les programmes globaux de la DDC incarnent parfaitement cette approche. Leur objectif n'est pas de mener des activités locales dans le monde entier, mais d'influer au niveau international sur les facteurs qui déterminent les perspectives des pays pauvres.

Ainsi, le programme global Eau n'a pas pour but d'approvisionner des populations défavorisées en eau destinée à la consommation ou à l'irrigation. Alors que l'eau potable se fait rare, il vise plutôt à favoriser la conclusion de conventions mondiales qui régissent la gestion de cette ressource vitale.

Un autre programme global se penche sur les liens entre migration et développement. Dans ce domaine, il ne sert à rien de se limiter à quelques pays prioritaires. Notre travail doit s'organiser en fonction des courants migratoires et aborder tous les problèmes liés à ce phénomène. Les activités ne doivent pas viser un seul pays situé quelque part entre la Corne de l'Afrique et la Suisse, mais porter sur tout le tracé des routes migratoires.

Les programmes globaux occupent une place essentielle dans la nouvelle orientation de la coopération suisse au développement. Ils constituent notre réponse aux défis apparus avec la mondialisation – une ère où êtres humains, marchandises, informations et services circulent à une vitesse sans précédent sur toute la planète. Comme c'était le cas pour les pionniers de la coopération et de l'aide humanitaire, nous n'avons pas encore trouvé de réponse définitive à tous les problèmes de l'avenir. Les programmes globaux sont encore dans une phase de construction.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Jean-Baptiste Rabouan/laif

Plus près du soleil

(gn) Des panneaux solaires installés sur l'Himalaya, dans les Andes ou même dans l'Antarctique produiraient plus d'électricité que dans le Sahara. Il y a deux raisons à cela. Premièrement, l'air est rare en altitude et absorbe donc moins de lumière. Deuxièmement, les températures négatives préservent l'efficacité des cellules photovoltaïques. Telle est la conclusion de scientifiques japonais qui ont étudié l'intensité du rayonnement solaire sur toute la planète. Vu la rudesse des conditions climatiques qui règnent dans les hautes montagnes ou au Pôle Sud, la production d'électricité sur place nécessiterait la construction d'installations très robustes. Un autre obstacle est plus difficile à surmonter: il faudrait transporter sur de très longues distances le courant ainsi produit. Sauf bien sûr si celui-ci est destiné à couvrir les besoins locaux, relève Keith Barnham, chercheur à l'Imperial College de Londres: « Il y a beaucoup de régions et de villages sous-développés, sur les contreforts de l'Himalaya, qui pourraient profiter de l'énergie solaire. »

Des récoltes de maïs compromises

(bf) Le maïs passe pour être l'une des plantes les plus résistantes à la sécheresse. Pendant

longtemps, on a cru aussi qu'il supportait bien la chaleur. Or, le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (Cimmyt) a montré que le réchauffement



Guenay Ulutuncok/laif

climatique avait un impact négatif sur cette plante. De 1999 à 2007, des chercheurs ont mené 20 000 essais de culture en Afrique subsaharienne. Ils ont constaté qu'il suffit d'une hausse d'un degré de la température pour engendrer une réduction de la récolte dans 65% des régions considérées – à condition que la quantité de précipitations reste optimale. Et lorsque la sécheresse s'ajoute à la chaleur accrue, on enregistre des pertes dans toutes les régions. Au-dessus de 30 degrés Celsius, la récolte diminue de 1,7% par jour – plus l'exposition du maïs à la canicule dure longtemps, plus les pertes seront importantes. « Avec le changement climatique, on doit s'attendre à ce que des épisodes de sécheresse combinés avec des températures élevées se produisent de plus en plus fréquemment en Afrique, en Asie et en Amérique centrale. Cela représente un problème supplémentaire pour répondre à la demande croissante de nourriture sur la planète », indique la Suisseuse Marianne Bänziger, coauteure de l'étude.

Un nez électronique contre la tuberculose

(bf) Des scientifiques indiens sont en train de développer un « nez électronique » qui devrait simplifier le diagnostic de la tuberculose. Ce nez, alimenté par des piles, est pratique et fonctionne comme un alcootest, explique le chef du projet Ranjan Nanda. Quand le patient souffle dans l'appareil, des capteurs peuvent détecter la présence de particules de la tuberculose dans son haleine. Le diagnostic promet d'être à la fois rapide et très fiable. Des essais cliniques auront lieu en 2013 sur un prototype qui sera mis au point par le Centre international d'ingénierie génétique et de biotechnologie, à New Delhi, et l'entreprise

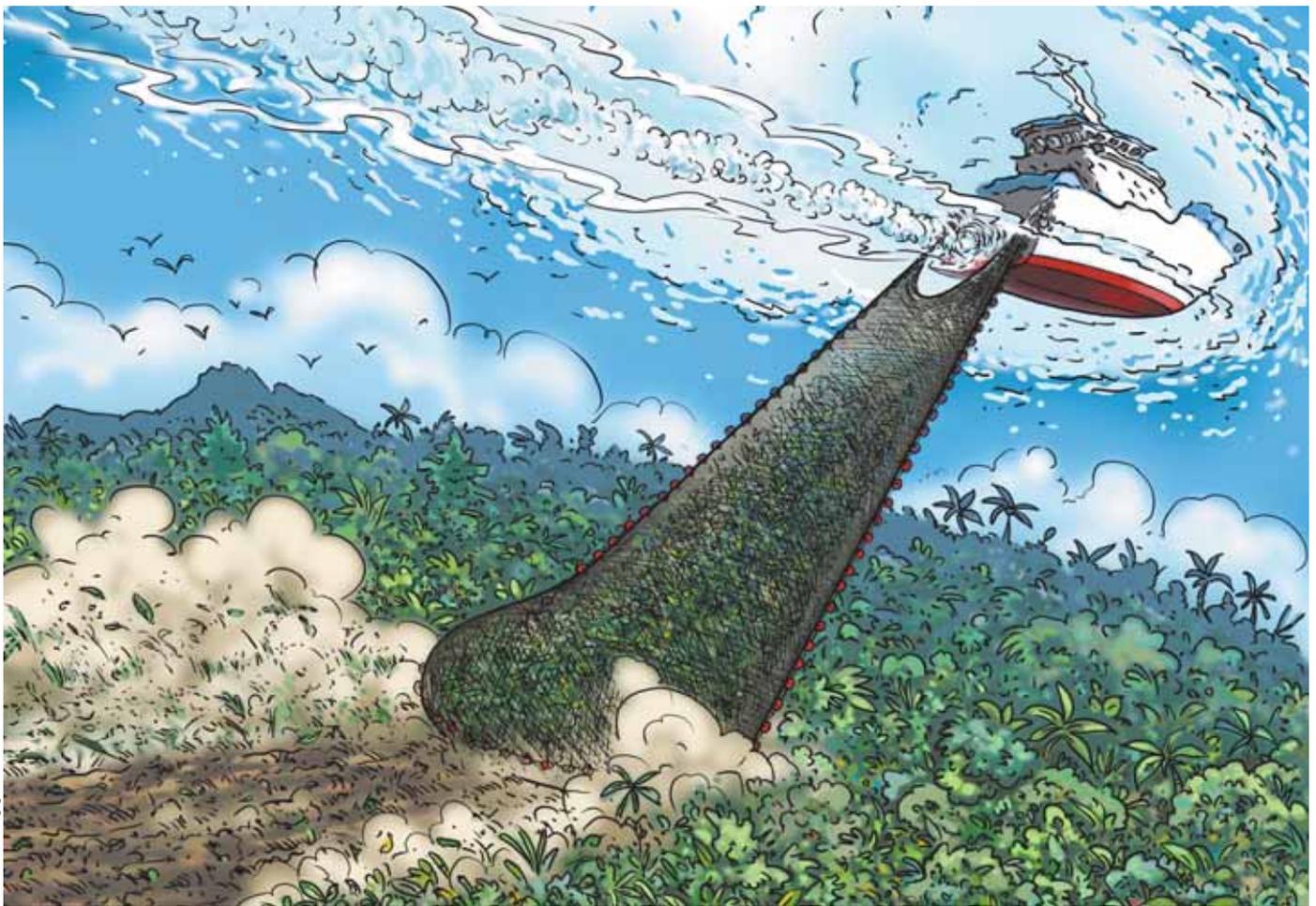


Stanley Green/Noor/laif

californienne Next Dimension Technologies. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la tuberculose fait chaque année 1,7 million de victimes dans le monde et près de 1000 par jour en Inde uniquement. Actuellement, on ne décèle cette maladie qu'au moyen de tests coûteux dont le résultat nécessite plusieurs jours d'attente. Le nez électronique, lui, coûtera entre 20 et 30 dollars la pièce. Les chercheurs indiens estiment que leur appareil permettra de sauver 400 000 vies chaque année. www.icgeb.org/home-nd.html

Toujours plus de bouches à nourrir

(bf) Selon les estimations de la Banque mondiale, l'Afrique devra tripler sa production alimentaire au cours des quarante prochaines années pour nourrir une population qui doublera durant cette période. C'est là « un défi extraordinaire, rendu encore plus difficile par le fait qu'il faut augmenter les récoltes dans un environnement de plus en plus hostile, à cause du changement climatique », souligne Andrew Steer, envoyé spécial de la banque pour le changement climatique. « En l'absence de mesures fortes, les récoltes vont diminuer de 28% dans les six à huit prochaines décennies, et cela même si l'on parvient à limiter le réchauffement de la température à environ 2 degrés, ce que beaucoup d'experts jugent presque impossible. » L'Afrique subsaharienne doit donc tout mettre en œuvre afin d'accroître la productivité et les salaires dans l'agriculture. Selon la FAO, le secteur agricole em-



Dessin de Jean-Augustin

plioie 60% de la population de ces pays et fournit 30% de leurs produits intérieurs bruts. www.worldbank.org, chercher « Andrew Steer »

Des asperges à perte de vue

(bf) Le Pérou est le plus grand exportateur mondial d'asperges. Rien qu'aux alentours de la ville côtière de Trujillo, dans le département de La Libertad, les champs s'étirent sur plus de 140 km. Ici, la production de ce légume emploie plus de 100 000 personnes et assure la subsistance de plus de 500 000 habitants. Les asperges ont offert une source de revenus à nombre de migrants venus des hauts plateaux et leur ont permis de sortir de la pauvreté. L'un des plus gros producteurs est la société Danper, constituée à parts égales de capitaux péruviens et danois.

Cette entreprise passe pour un modèle sur le plan de la responsabilité sociale et du respect des principes écologiques. Elle s'est déjà vu décerner plusieurs prix nationaux et internationaux. Danper recourt à des moyens naturels pour lutter contre les ravageurs et à une irrigation qui ménage l'environnement. Elle



Melissa Farlow/Aurore/gaif

réalise ses propres programmes de développement en collaboration avec les villageois, finançant la construction d'écoles et de dispensaires ainsi que leur gestion.

David et Goliath à Bornéo

(gn) En Malaisie, on déboise à tour de bras la forêt tropicale pour faire place à des plantations de palmiers à huile. Étant donné qu'ils ne voient pas comment empêcher ces abattages, les écologistes s'efforcent au moins de limiter les dégâts : à Bornéo, des chercheurs de l'Imperial College de Londres collaborent avec les bûcherons chargés par une société étatique de défricher une surface de 75 000 hectares. Pour déterminer l'impact de différents taux de déforestation sur l'écosystème, ils incitent les bûcherons à préserver de petites

portions de forêt. Ces îlots intacts représentent environ 9% de la superficie totale. Ils sont répartis, à intervalles variables, sur toute l'étendue visée. Rob Ewers, responsable du projet, espère ainsi réunir des connaissances en matière d'aménagement du territoire, afin de montrer qu'il est possible de concilier divers intérêts sans nuire excessivement à l'écosystème : « Notre approche est pragmatique. Nous pourrions appeler à la mobilisation et lutter contre ces compagnies. J'espère qu'une collaboration s'avèrera plus fructueuse. » www.newscientist.com, chercher « forest loggers »

« Vert ne signifie pas nécessairement social »

Débâcle financière, famine, catastrophes naturelles... Les crises se succèdent à un rythme soutenu. Compte tenu des interdépendances planétaires, il devient évident que tous ces événements sont liés. Les stratégies visant à réduire chaque risque séparément ne suffisent donc plus. On mise à présent sur une économie respectueuse de l'environnement. Est-ce la panacée ? Les populations démunies de la planète en profiteront-elles aussi ? De Gabriela Neuhaus.



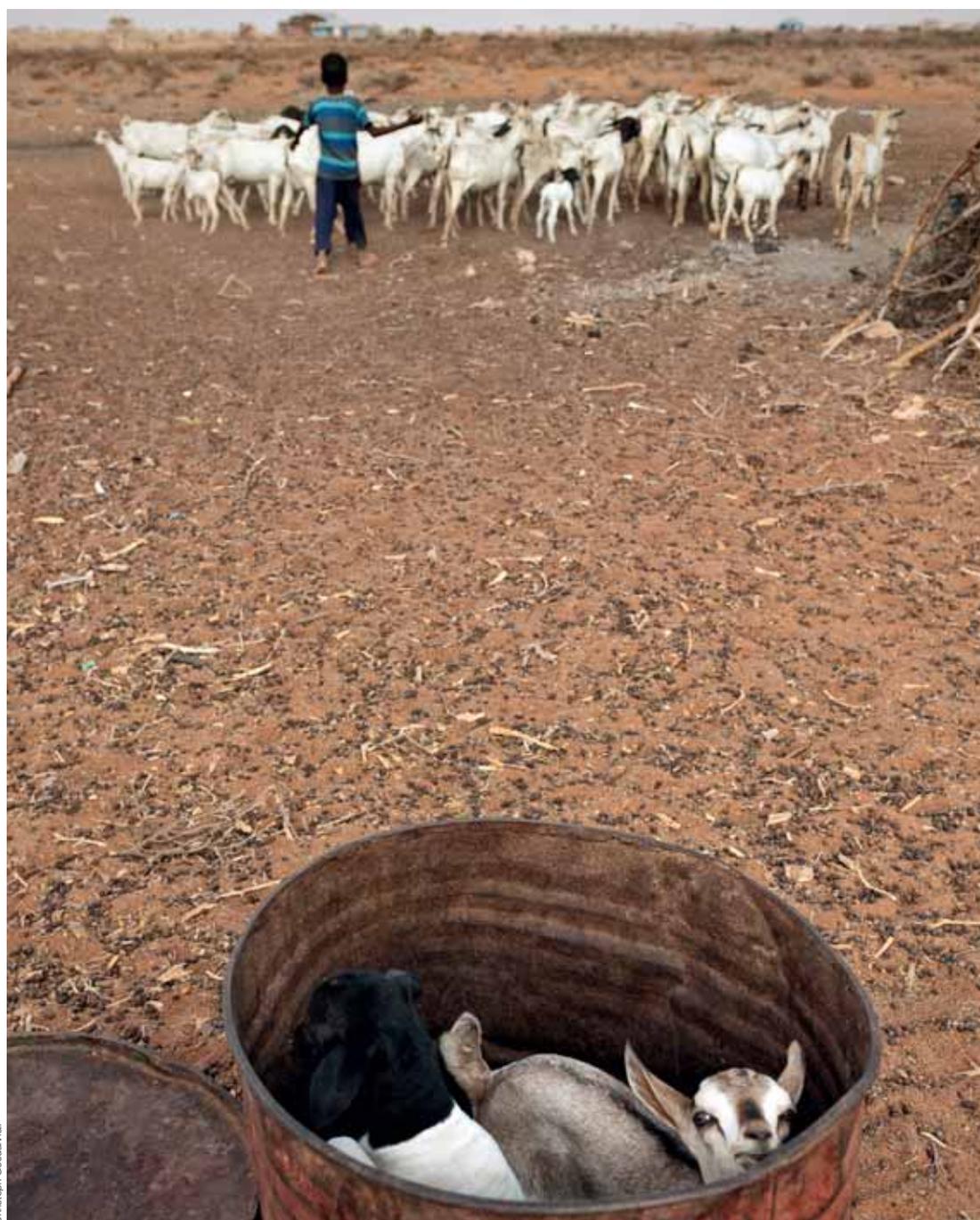
Denis Berry/Redux/laif

Les cas d'école ne manquent pas. L'un d'eux vient de Cuba. Après la famine qui a frappé l'île au début des années 90, les paysans ont fait de nécessité vertu : l'embargo commercial décrété par les États-Unis les empêchant d'importer des engrais et des pesticides, ils sont passés à la culture biologique. Ainsi, ils ont non seulement assuré l'approvisionnement alimentaire du pays, mais également mis en place une conversion qui a débouché sur des progrès au niveau environnemental et social.

Un autre succès a été enregistré en Corée du Sud, où une loi contraint depuis 2003 fabricants et importateurs à recycler un pourcentage donné de leurs produits. En l'espace de quatre ans, ce système a créé environ 3200 nouveaux emplois. En outre, la revalorisation de 69000 tonnes de vieux plastique a généré à elle seule un bénéfice de 69 millions de dollars en 2008.

Outre les deux exemples ci-dessus, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Depuis 2007, l'économie mondiale traverse une crise profonde, provoquée par les bulles spéculatives du système financier international – à gauche, la Bourse de New York. Pendant ce temps, les populations les plus démunies – celles de Somalie, par exemple, frappées par la sécheresse et la famine – ont plus que jamais besoin d'un développement durable.



Christoph Goedert/vaif

Une notion vieille de 300 ans

L'idée de durabilité est apparue au 16^e siècle. L'industrie minière en plein essor consommant de plus en plus de bois, le duché de Saxe fut le premier à décréter que l'on pouvait abattre seulement autant d'arbres qu'il pouvait en repousser. On doit la définition de ce principe à l'administrateur des mines de Saxe, Hans Carl von Carlowitz. Dans son traité sur la sylviculture, paru en 1713, il écrivait que la forêt devait être gérée de manière à garantir une « exploitation continue, permanente et durable ». Le principe de durabilité a ensuite été repris en sylviculture internationale par l'expression « rendement constant ». Dans son rapport *Halte à la croissance ?*, paru en 1972, le Club de Rome l'a transposé à l'équilibre de l'écosystème mondial.



Michel Gaillard/REA/laif

Les conventions de Rio

Outre l'Agenda 21, le Sommet de la Terre de 1992 a adopté trois conventions internationales :

- La Convention sur la biodiversité, qui a pour objectif la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments ainsi que le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

- La Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse, en particulier en Afrique.

- La Convention sur les changements climatiques, qui contraint les États signataires à « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ». Dans le cadre des processus de suivi de Rio, on devait ensuite définir des mesures concrètes afin d'appliquer les décisions prises. Force est de constater que les pays développés n'ont pas tenu tous leurs engagements.

Pour satisfaire la soif de consommation des pays industrialisés, le pillage des ressources naturelles s'intensifie. À droite, une mine en République démocratique du Congo.

cite bien d'autres cas similaires. Il entend encourager ainsi des initiatives et des investissements en faveur d'une écologisation de l'économie, ce qui devrait en même temps promouvoir le développement social. Face à l'envergure des problèmes dont souffre la planète, ces réussites sont certes modestes. Elles prouvent toutefois que non seulement on dispose déjà du savoir-faire, des technologies et des instruments propres à augmenter la durabilité, mais également que certains s'en servent depuis longtemps avec succès. Pour le PNUE, cela ne fait aucun doute : l'économie verte est la clé de notre avenir.

Un pillage en règle

Certains faits sont établis : les réserves de matières premières (pétrole, gaz ou minerais) ne sont pas inépuisables, les ressources renouvelables (eau, air ou terres arables) sont limitées et la production d'énergie à partir d'agents fossiles réchauffe dangereusement le climat.

Il y a quarante ans déjà, le rapport *Halte à la croissance ?*, commandé par le Club de Rome, a montré que la consommation effrénée de matières premières et d'énergie dans les pays industrialisés conduirait tôt ou tard à la catastrophe. Depuis, beaucoup d'efforts ont été entrepris. Grâce aux progrès technologiques, l'industrie est devenue plus « propre », du moins dans les pays riches, et

l'efficacité énergétique s'est fortement accrue. En même temps, on a toutefois délocalisé les productions problématiques vers des pays du Sud et relancé la consommation. Malgré tous les appels à la retenue, les rejets de CO₂ provenant de sources d'énergie fossile ont dès lors augmenté de 80% depuis 1970.

Pire encore : même si nul ne conteste que l'épuisement de ressources essentielles est inéluctable, leur exploitation s'accroît d'année en année. L'économie engloutit des quantités croissantes de matières premières. Le commerce des minerais de fer, des terres rares et du charbon connaît un véritable boom. Il y a longtemps que nous consommons diverses ressources naturelles, comme le bois et l'eau, bien plus rapidement qu'elles ne se régénèrent. La surpêche vide les mers et la biodiversité s'appauvrit. Même s'il est évident que seule une réduction immédiate et massive des émissions de CO₂ pourrait ralentir le réchauffement planétaire, un nouveau record a été enregistré : en 2010, on en a rejeté dans l'atmosphère 564 millions de tonnes de plus que l'année précédente, selon les données du département américain de l'énergie. Les émissions de gaz à effet de serre causées par l'homme se sont ainsi accrues de 6%, dépassant la barre de 30 gigatonnes par an. Vu l'évolution actuelle du secteur énergétique, cette tendance n'est pas près de s'infléchir.



Roger Lamoyne/Reuters/afif

Les promesses de Rio

Vingt ans après le Sommet de la Terre, où les problèmes environnementaux ont été débattus pour la première fois dans un contexte large et en tenant compte des interdépendances mondiales, la situation s'est sérieusement aggravée. À Rio de Janeiro en 1992, les participants avaient considéré qu'une petite partie de la population mondiale vivait sur un trop grand pied, et cela aux dépens de la majorité. Ils avaient adopté 27 principes fondateurs, consignés dans l'Agenda 21, un programme détaillé destiné à assurer leur mise en œuvre. L'une des intentions affichées était de «réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde». Cependant, la hausse du niveau de vie dans les pays émergents et en développement a inévitablement un coût écologique. C'est pourquoi l'on a accordé à ces pays le droit d'accroître leurs émissions de gaz à effet de serre et leur consommation de ressources.

En revanche, les pays industrialisés sont appelés à opter pour un développement économique qui préserve les ressources et à diminuer leurs émissions de CO₂. Or, même une réduction minimale des conditions de vie dans les nations riches – qui suffirait pourtant à alléger sensiblement la pollution mondiale – est vouée à l'échec sur le plan politique. La croissance économique, c'est-à-dire la consom-

mation accrue de biens et de services, reste la priorité absolue. Même si l'on s'efforce désormais de la rendre aussi «respectueuse de l'environnement» que possible.

«Aux yeux des pays industrialisés, le Sommet de Rio traitait avant tout de l'environnement, tandis que les pays en développement y ont vu une conférence sur l'équité et le droit au développement», explique Andrea Ries, responsable de la durabilité et des affaires multilatérales à la DDC. Les participants s'étaient alors engagés à œuvrer, tant au niveau national qu'international, pour un objectif suprême : le développement durable de la planète. Cette notion avait été définie cinq ans plus tôt dans le rapport Brundtland : «Le développement durable est un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.» Pour les pays en développement, cela implique d'abord une répartition plus équitable des richesses.

Des intérêts contradictoires

Des divergences étaient apparues à Rio sur l'importance des diverses conditions à remplir pour instaurer un développement durable. Elles se sont exacerbées au cours des négociations ultérieures. Dès qu'il a fallu ancrer les déclarations d'intention dans des accords concrets, les conflits d'intérêts ont éclatés.

Faire plus avec moins

Nombre de mesures prises dans une économie verte visent à accroître l'efficacité, c'est-à-dire à générer un bien-être identique ou plus grand en utilisant moins de ressources. L'expérience montre toutefois que les économies ainsi réalisées sont rapidement compensées, voire surcompensées, par une hausse de la croissance. Le trafic automobile en offre un bel exemple : si la consommation moyenne de carburant par 100 kilomètres a diminué de 10% entre 1980 et 1998, la consommation totale, elle, a augmenté de 30% durant la même période.

Qu'est-ce que la vérité des coûts ?

L'activité économique, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, repose sur la concurrence. Or celle-ci est faussée par le fait que le prix d'un produit ou d'un service ne comprend pas tous les coûts qu'il génère. Ainsi, les coûts environnementaux et sanitaires engendrés par le recours à des énergies fossiles ne sont pas intégrés dans le prix, mais assumés par la collectivité. Voilà pourquoi le courant nucléaire est aujourd'hui moins cher que l'énergie solaire ou éolienne. Cela explique aussi qu'il soit rentable d'acheter des pierres bon marché en Chine et de les transporter jusqu'en Europe. La promotion d'une économie durable passe donc par l'intégration des coûts externalisés. La plupart des pays, même les champions de l'économie de marché, allouent des subventions ou prélèvent des droits de douane qui violent également le principe de la vérité des coûts.



Jean-Paul Guillemeau/Express-REA/air

Si les petits pêcheurs doivent ménager les ressources halieutiques (à droite, au Ghana), il est encore plus important de responsabiliser les pêcheries industrielles qui sont en train de vider les mers de leurs poissons.

Associer écologie et économie

S'inspirant du succès du New Deal lancé dans les années 30, d'aucuns ont proposé un « New Deal vert » dans le sillage de la crise financière de 2008. L'idée est d'encourager la nécessaire transition vers une économie écologique par le biais de programmes conjoncturels susceptibles de créer des emplois tout en relançant l'économie vacillante et en stimulant une croissance « verte ». Diverses mesures, comme les subventions pour l'assainissement énergétique des bâtiments ou l'appui à la recherche sur les énergies renouvelables, vont dans cette direction. Si de tels projets sont attrayants pour les pays riches, les pays en développement manquent de ressources pour les mettre en œuvre.

té au grand jour. Nombre d'entre eux ne sont toujours pas résolus. C'est notamment le cas pour la Convention sur le climat : les pays industrialisés, principaux responsables du réchauffement, s'étaient engagés non seulement à réduire leurs émissions de CO₂, mais aussi à mettre des moyens financiers et du savoir-faire à disposition des pays en développement pour les aider à construire une économie durable.

Si nul n'avait contesté ce principe à Rio, la conclusion d'accords contraignants s'est heurtée depuis lors au refus du Nord de fournir les prestations promises au Sud. La situation est d'autant plus compliquée que certains pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, ont rattrapé une grande partie de leur retard ces vingt dernières années et continuent d'afficher, contrairement aux vieilles nations industrialisées, une forte croissance économique. C'est pourquoi l'Occident aimerait que ces pays, dont l'essor économique accroît nettement les émissions de CO₂, participent à l'effort commun. Rejetant cette idée, les représentants du Sud font valoir leur droit à développer d'abord leur économie et leur bien-être avant d'appliquer des mesures restrictives en faveur du climat. Ils relèvent à juste titre que les pays du Nord, en particulier les États-Unis, ne sont guère parvenus jusqu'ici à réduire leurs émissions.

Des controverses sur la qualité de vie et la durabilité

Outre le climat, il existe bien d'autres domaines dans lesquels les priorités diffèrent selon le point de vue. En voici quelques exemples : la transformation de savanes brésiliennes en monocultures de soja, le déboisement de forêts tropicales qui font place à des plantations de palmiers à huile en Indonésie ou encore la construction de barrages qui inondent des écosystèmes entiers. Dans chaque cas, on justifie les mesures prises en prétendant qu'elles sont nécessaires pour améliorer le sort des pauvres.

« Les pays du Sud doivent développer leur économie, ce qui implique des atteintes à l'environnement. Nous avons aussi le droit d'exploiter nos ressources », soutient par exemple le Mozambicain Elísio Macamo, professeur d'études africaines à l'Université de Bâle. Ce droit figure même expressément dans l'Agenda 21. D'ailleurs, une grande partie des ressources nouvellement exploitées profitent en fin de compte aux riches pays du Nord, que ce soit sous la forme d'huile de palme bon marché destinée à l'industrie agroalimentaire ou de soja utilisé comme fourrage pour produire de la viande.

À considérer la pression croissante sur des ressources limitées, on finit par se demander si c'est



Sven Todman/afif

seulement dans les pays pauvres que le bien-être recherché dépend de la croissance économique. Les liens entre qualité de vie, croissance et durabilité suscitent aujourd'hui la controverse au niveau mondial, tout comme la possibilité de concilier ces notions. D'aucuns remettent en cause notamment la pertinence du produit intérieur brut comme indicateur du bien-être, ainsi que la volonté de l'augmenter sans cesse. Leur argumentation est la suivante : pour évaluer l'impact écologique, mais aussi social, de la croissance, il faudrait intégrer bien d'autres facteurs que la seule quantité de biens produits et d'argent encaissé.

Retour à Rio

C'est là le genre de propositions dont débattent les délégations qui se retrouveront du 20 au 22 juin prochain à Rio, vingt ans après le Sommet de la Terre, afin de donner un nouveau souffle à la durabilité.

Depuis 1992, beaucoup de choses ont changé. L'ouverture des marchés a conduit à un essor rapide du commerce mondial et tissé des liens d'interdépendance inouïs. Des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, sont devenus les locomotives de l'économie planétaire. La population mondiale s'est accrue de 27% et compte désormais

Propositions suisses

Dans la perspective de la Conférence sur le développement durable, qui se tiendra en juin à Rio, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a créé un groupe de 21 experts de haut niveau. Il l'a chargé d'élaborer des idées novatrices afin de promouvoir un développement durable. Ce groupe propose de définir un ensemble d'objectifs de durabilité pour le développement, appelés à remplacer, après 2015, les Objectifs du Millénaire pour le développement. À l'invitation de Ban Ki-moon, la Suisse est représentée au sein de ce groupe par Micheline Calmy-Rey. L'ancienne conseillère fédérale a formulé des propositions dans les domaines suivants : justice sociale, lutte contre la pauvreté, gouvernance, économie verte et suppression des subventions pour les carburants fossiles.

plus de 7 milliards d'êtres humains. Le bien-être et l'économie progressent partout – une évolution qui s'accompagne toutefois d'une polarisation sociale.

Sur le front du climat, des ressources et de l'environnement, la situation s'est sensiblement détériorée. « Il faudrait recommencer à zéro de toute urgence », affirme Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud. À ses yeux, il importe en priorité de s'affranchir des énergies fossiles dans un délai de vingt à trente ans et d'arrêter de baser l'économie sur le gaspillage de ressources. Pour atteindre ces objectifs, la conférence Rio+20 se penchera sur deux sujets clés : l'« économie verte » et les « cadres institutionnels pour le développement durable ».

De l'avis de Franz Perrez, chef de la division Affaires internationales au sein de l'Office fédéral de l'environnement, il y a fort à faire pour créer les cadres institutionnels requis. Pourtant, la situation est si précaire que des mesures radicales s'imposent rapidement. Celles-ci ne produiront toutefois des effets que si tout le monde y met du sien. À Rio, on examinera donc les moyens de créer une gouvernance environnementale qui serait capable, contrairement au système actuel, d'exercer une véritable influence et de s'imposer au niveau international.

Défiance à l'égard de l'économie verte

Il est indispensable de définir un cadre international contraignant (second sujet clé à l'ordre du jour de Rio+20), ne serait-ce que pour faire admettre l'idée d'une économie respectant des impératifs écologiques et sociaux. Les activités économiques jouent en effet un rôle central, puisqu'elles constituent à la fois le moteur du développement et la principale cause des pressions exercées sur l'environnement et les ressources. C'est du moins ce qui prévalait par le passé.

Des économistes s'interrogent aujourd'hui sur les moyens de dissocier économie et consommation de ressources. L'une des solutions consiste à renforcer les normes environnementales, telles que les valeurs limites d'émission, la vérité des coûts et l'intégration des coûts écologiques dans les prix. Les pays riches, comme la Suisse, devraient à l'avenir investir dans des projets technologiques destinés à améliorer l'efficacité des ressources et à promouvoir l'exploitation d'énergies renouvelables. Toutefois, ils ne le feront que si ces investissements n'entravent pas les profits à court terme, comme en témoigne l'échec des tentatives visant à instaurer une taxe efficace sur le CO₂, en Suisse par exemple.

Certains représentants du Sud se méfient donc de la définition que l'on donnera à cette « économie

verte », inscrite à l'ordre du jour de Rio+20. C'est le cas de Martin Khor, directeur du Centre Sud à Genève, qui se bat depuis longtemps pour un développement durable. Cet économiste malaisien craint notamment que les pays industrialisés n'abusent des prescriptions environnementales à des fins protectionnistes et qu'ils ne barrent une fois de plus l'accès à leurs marchés aux pays en développement. Il s'en prend aussi vertement au commerce des droits d'émission, qui permet aux riches d'acheter le droit de polluer et de laisser les autres agir à leur place.

Investir aussi dans la formation

Selon Andrea Ries, il faut corriger le tir afin que l'attention accordée à l'économie verte et à l'environnement ne nous fasse pas perdre de vue l'approche globale du développement durable : « Il est important de formuler explicitement des objectifs sociaux et de garantir l'équité dans le cadre de l'économie verte, puis de s'y tenir. En effet, vert ne signifie pas nécessairement social. »

La culture de céréales destinées à la fabrication d'agrocarburants en est un bon exemple, puisqu'elle entre en concurrence directe avec la production alimentaire. Si les pays industrialisés se doivent d'investir dans l'économie verte en finançant surtout des technologies de pointe pour accroître l'efficacité, la DDC estime qu'au Sud, l'effort doit porter en priorité sur l'agriculture. « Il est urgent d'investir dans ce secteur. Cela permettra aux petits paysans d'échapper à la pauvreté, eux qui ont déjà un mode de vie durable et sont appelés à jouer un rôle décisif dans la production de denrées alimentaires », affirme Andrea Ries.

L'urbanisation galopante constitue un autre domaine crucial du développement. Il ne s'agit pas seulement de doter les mégapoles d'infrastructures écologiques. Celles-ci doivent aussi avoir un visage humain, offrir un toit à des millions de gens et leur garantir un accès à l'eau potable.

Que ce soit dans les sociétés hautement industrialisées ou dans les campagnes reculées, le défi consiste à produire davantage et de manière durable malgré la raréfaction des ressources. Cette conversion écologique de l'économie devrait accroître le niveau de qualification des emplois. Pour éviter que les pauvres, et plus particulièrement les femmes, ne soient évincés du marché du travail, il faut dès lors investir dans la formation – c'est là un troisième objectif de la politique de développement. L'économie verte sera alors à la fois sociale et durable. ■

(De l'allemand)

Un système de suivi innovant

La Suisse possède déjà un instrument qui reflète mieux le développement d'un pays que le produit intérieur brut. C'est le Monitoring du développement durable (Monet). Ce système innovant s'appuie sur 80 indicateurs, répartis dans 26 domaines thématiques, pour mesurer et décrire la durabilité du développement en Suisse. Il tient compte aussi bien d'aspects économiques que sociaux et écologiques. Pour évaluer le bien-être en Suisse, Monet utilise des statistiques sur la santé, des échelles salariales, des enquêtes relatives à la sécurité et d'autres indicateurs. www.bfs.admin.ch, « Thèmes », « Développement durable »

Investir dans l'après-fossile

L'aggravation des problèmes écologiques et climatiques exige d'entreprendre rapidement des actions énergiques. Nous possédons tout le savoir-faire nécessaire, comme l'indique un rapport publié par le Conseil scientifique du gouvernement allemand sur les changements environnementaux (WBGU). Professeure d'économie à l'EPFZ et coauteure de ce rapport, Renate Schubert a expliqué à Gabriela Neuhaus pourquoi si peu de choses bougent pour l'instant.



Les conséquences du changement climatique se font sentir plus fréquemment et avec plus d'intensité dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Ci-dessus, le Myanmar après le passage d'un cyclone.

Un seul monde: Le rapport du WBGU est clair. Non seulement il est possible et réaliste de passer à une économie mondiale durable, mais cela devrait se faire de toute urgence. Pourtant, presque rien ne se passe. Où est le problème?

Renate Schubert: Beaucoup de gens, dans les pays industrialisés surtout, n'ont pas encore compris qu'il faut agir rapidement. Ils ne voient que les coûts immédiats qu'engendrerait une transition vers la durabilité, mais n'en perçoivent pas les avantages à moyen et à long terme. Nous ne pensons pas assez loin. Pour que cela change, l'État doit se montrer plus entreprenant, tout en intégrant davantage les citoyens dans l'effort commun. Il doit essayer de définir un cadre qui garantira une transition vers la durabilité dans de bonnes conditions.

Ne peut-on pas se passer de pilotage et de directives?

Pour avoir une chance de limiter le réchauffement de la planète à deux degrés, nous devons agir très

vite. Si les températures augmentent de quatre, voire de cinq degrés, les changements environnementaux se feront surtout sentir dans les pays en développement. Or, leurs habitants sont beaucoup plus vulnérables que ceux des nations industrialisées.

Quelles sont les chances d'instaurer un développement plus durable, dans les pays pauvres justement?

Le problème, c'est que nombre de pays émergents et en développement disposent d'importantes réserves de charbon. En toute logique, ils se tournent donc vers les énergies fossiles pour améliorer leur approvisionnement en électricité. Si l'on veut promouvoir d'autres technologies ou interdire la vente de charbon afin de préserver le climat, il faudra compenser les coûts plus élevés ou les pertes de revenus qu'impliquera pour eux la conversion. Tant que les pays industrialisés ne seront pas prêts à cofinancer de telles compensations, nous n'avancerons pas d'un pouce.



Renate Schubert

a étudié l'économie à Tübingen et obtenu son doctorat à l'Université technique de Darmstadt. Depuis 1992, elle enseigne à l'EPFZ, dont elle a dirigé de 1993 à 2006 l'Institut de recherche en économie. En été 2006, elle a cofondé l'Institut des décisions environnementales (IED), qu'elle dirige depuis lors.

Spécialiste reconnue de l'environnement et du développement, Renate Schubert travaille également sur la prise de décision face aux risques et sur les questions de genre. Depuis fin 2000, elle est l'un des neuf membres du Conseil scientifique du gouvernement allemand sur les changements environnementaux (WBGU). Ce groupe d'experts publie régulièrement des ouvrages sur l'évolution de la politique environnementale dans sa série « Welt im Wandel ».



V. Ullrich

WOTR 03

De nombreux pays en développement, comme la Mongolie, possèdent d'importants gisements de charbon. S'ils doivent renoncer à exploiter ces minerais en raison des risques pour le climat, il faudra les indemniser.

Sur ce point, on est encore bien loin d'un consensus international. Pourquoi?

Nous nous heurtons au problème suivant : les conventions internationales visant à ralentir le changement climatique profitent aussi aux pays qui n'ont pris aucun engagement et n'ont donc rien à déboursier. On en revient toujours au point où un pays se demande pourquoi il devrait consentir un effort, alors que d'autres ne font rien. Il n'y a qu'un moyen de sortir de cette impasse : les pays riches doivent donner l'exemple et faire le premier pas. Faute de quoi, le changement climatique et ses conséquences désastreuses nous mettront un jour face à nos responsabilités. Pour beaucoup de gens, il sera hélas trop tard.

Vous demandez qu'une « coalition de pays de bonne volonté » ouvre la brèche. Pourquoi devraient-ils le faire ?

Aujourd'hui, nous en sommes au stade où la Chi-

ne, par exemple, se dit prête à introduire des technologies durables à grande échelle, à condition qu'on les mette gratuitement à sa disposition. Les États-Unis refusent de coopérer pour des raisons financières. Il serait donc judicieux que quelques pays décident d'agir de leur propre chef, en se fixant des conditions plus sévères. Leur geste pourrait avoir un effet « boule de neige ». Prendre les devants peut d'ailleurs s'avérer payant, car les pays précurseurs développeront de nouvelles technologies qu'ils pourront ensuite vendre aux pays prenant le train en marche. Malgré cet avantage à long terme, il faut une volonté inébranlable et une grande force de persuasion pour endosser ce rôle de pionnier et convaincre les électeurs de son bien-fondé. Mais le jeu en vaudrait vraiment la chandelle. ■

(De l'allemand)

Un nouveau contrat social

(gn) La transition vers une société mondiale respectueuse du climat équivaut à une nouvelle révolution industrielle, mais en accéléré. C'est ce qu'écrit le Conseil scientifique du gouvernement allemand sur les changements environnementaux (WBGU) dans une étude publiée l'an dernier. Contrairement à d'autres mutations que la société a connues par le passé, ce changement devrait être entrepris d'urgence. Les experts allemands concluent que la transition vers une société respectueuse du climat est certes ambitieuse, mais tout à fait possible. Elle devrait s'appuyer sur trois piliers : la transformation des systèmes énergétiques, une urbanisation tournée vers l'avenir ainsi qu'une exploitation des terres et des forêts axée sur les ressources.

Le WBGU estime par ailleurs que les changements devront passer par une redéfinition des valeurs sociétales : dans les pays industrialisés et émergents, les habitants, quelle que soit leur culture, sont déjà prêts à préserver davantage l'environnement et les ressources. Les milieux politiques, en revanche, accusent un net retard dans ce domaine. Le rapport invite donc les politiciens à se montrer plus courageux dans les décisions concernant le climat. Pour instaurer une économie mondiale durable, il importe de se fixer des objectifs précis, tant au niveau national qu'international. Le WBGU suggère d'adopter un « contrat social pour l'innovation » qui impliquerait les citoyens, les gouvernements et les milieux scientifiques.

Prenant des exemples concrets, le rapport montre le travail de pionnier qui a déjà été accompli et le savoir-faire dont on dispose aujourd'hui. Il constate cependant que les efforts actuels sont loin de suffire et propose dès lors dix paquets de mesures pour activer la transition vers une société plus respectueuse du climat.

Welt im Wandel : « Gesellschaftsvertrag für eine Grosse Transformation », WBGU, Berlin 2011



Utilisation ciblée de chaque goutte d'eau

Lorsque l'eau est une denrée rare, il est vital d'en assurer une gestion optimale. Depuis plus de vingt ans, une organisation indienne, le Watershed Organisation Trust (WOTR), œuvre en faveur d'une exploitation durable de l'eau et lutte ainsi avec succès contre la pauvreté. Le changement climatique la place toutefois, elle et les villages où elle est active, face à de nouveaux défis.

(gn) Dans de vastes régions du Maharashtra, un État situé à l'ouest de l'Inde, l'eau a toujours été une denrée rare et dès lors un bien précieux. Il ne pleut que pendant la mousson, qui dure quatre mois, et les précipitations sont plutôt maigres. Les paysans de cette contrée semi-désertique ont donc adapté leur mode de culture aux conditions naturelles, calquant depuis des siècles les semis et les récoltes sur le cycle immuable des moussons. Pour avoir de l'eau durant la période sèche, ils ont construit des retenues et creusé des puits.

Dans la région, l'eau est encore aujourd'hui le facteur dont dépendent la vie et la survie des êtres humains. Selon la philosophie appliquée par le WOTR, c'est donc justement là que doit commencer la lutte contre la pauvreté. Cette organisation non gouvernementale (ONG), fondée en

1993, est à l'origine de multiples changements et progrès dans nombre de villages pauvres de l'ouest de l'Inde. Bien avant que l'économie verte ne soit à la mode, elle avait déjà misé sur un équilibre durable dans l'exploitation des ressources naturelles. «Je considère comme vert tout ce qui nous aide à améliorer notre sort, sans mettre notre avenir en danger», explique Crispino Lobo, cofondateur du WOTR.

L'eau, source de développement

Pour améliorer les conditions de vie dans un village, il est essentiel que toute la population se mobilise en faveur d'une gestion optimale du bassin versant. D'importants travaux de terrassement sont nécessaires. Il faut creuser des lacs de retenue et construire des remblais pour que l'eau déversée lors

Distinctions internationales

Le Watershed Organisation Trust (WOTR) – fonds pour l'organisation des bassins versants – a été créé en 1993 par Hermann Bacher et Crispino Lobo. Le premier, père jésuite suisse, est un pionnier en matière d'agriculture. Le second, de nationalité indienne, est philosophe et économiste. Leur idée de base consiste à combattre la pauvreté par une gestion ciblée de l'eau. Il est indispensable, à leurs yeux, que la population concernée se mobilise pour assurer un développement rural durable. Cette approche a porté ses fruits : le WOTR mène des activités dans cinq États indiens et son travail est connu bien au-delà du sous-continent. Crispino Lobo a été nommé en 2005 au prix de l'Entrepreneur social de l'année, remis par la Fondation Schwab à Genève. Le WOTR a reçu en 2009 le Grand prix mondial de Kyoto pour l'eau. En 2011, Crispino Lobo a par ailleurs été invité à New York pour présenter les activités de son organisation dans le cadre d'un atelier intitulé «L'économie verte dans la pratique». www.wotr.org



Les paysans ont pu augmenter leurs récoltes d'un tiers, notamment grâce à l'installation de stations météo.

Stratégies climatiques

En 2010, la DDC s'est engagée dans une série d'ateliers sur les moyens de faire face au changement climatique en Inde. Dans le cadre d'un dialogue national, des scientifiques, des politiciens ainsi que des représentants du WOTR et d'autres ONG ont élaboré ensemble des stratégies d'avenir. Leur travail a débouché sur le Programme d'action de Chennai. Celui-ci prévoit qu'à l'avenir, la sécurité alimentaire reposera sur la petite paysannerie, dont il faut améliorer la productivité en tenant compte du climat, de la durabilité et des impératifs sociaux. Cela implique une gestion intelligente de l'eau et la promotion d'une énergie sûre et non polluante. Il importera également de tenir compte des risques climatiques dans tous les secteurs du développement, d'investir dans les écosystèmes menacés, de mettre en réseau les populations concernées et de les impliquer dans le processus. www.climatechange-action.in

de fortes pluies ne finisse pas par s'évaporer, mais s'infiltrer dans le sol et alimente la nappe phréatique. Les agriculteurs se chargent eux-mêmes de ces travaux. L'investissement en vaut la peine, car l'optimisation de la gestion de l'eau améliore leur rendement et ils peuvent vendre une partie de leur récolte au marché.

Grâce au WOTR, même les paysans sans terre participent aux opérations lancées par le projet. Ils touchent ainsi un petit revenu complémentaire qui relève quelque peu leur niveau de vie. Le WOTR part de ces mesures liées à la maîtrise de l'eau pour développer également des activités sociales : dans 2250 villages indiens, il s'emploie à améliorer par exemple les soins de santé, la formation ou le perfectionnement professionnel. Une gestion efficace de l'eau libère les moyens et l'énergie dont les habitants ont besoin pour entreprendre d'autres actions. « La différence saute aux yeux : les villages qui gèrent leur bassin versant forment des oasis de verdure dans un paysage aride et brunâtre », déclare Yuka Greiler, du programme global Changement climatique à la DDC. « C'est étonnant de voir ce qu'il est possible d'obtenir en travaillant la terre, en gérant l'eau et en plantant des arbres. »

La science à la rescousse

Ces villages sont désormais confrontés à de nouveaux défis. Depuis quelques années, les paysans ne peuvent plus compter sur la régularité de la mousson. Les pluies surviennent souvent avec retard et, lorsqu'elles commencent enfin, elles sont d'une violence inouïe.

Aux yeux des climatologues, il pourrait s'agir là des premières conséquences du changement climatique. En revanche, rien ne permet à l'heure actuelle de prévoir avec certitude l'influence qu'aura le réchauffement planétaire sur le microclimat des villages. Il importe pourtant d'agir dès à présent, afin de réduire les risques et de consolider à long terme les progrès accomplis. Mais le savoir traditionnel des paysans, basé sur l'expérience acquise, n'y suffit pas.

« Le changement climatique oblige les agriculteurs à faire appel à la science pour cultiver leur terre », relève Crispino Lobo. Avec l'appui de la DDC, le WOTR élargit dès lors les fondements scientifiques de ses activités, tant pour gérer les eaux de la mousson que pour produire de nouvelles semences. Selon M. Lobo, on en vient à pratiquer une agriculture de précision, dans laquelle chaque goutte d'eau, de même que les engrais et les pesticides, sont utilisés de manière ciblée afin de ménager les ressources. Les paysans doivent surtout connaître les divers facteurs en présence et leurs interactions, pour être capables de réagir face à de nouvelles situations.

Stations météo dans les villages

Cette approche a déjà fait ses preuves : malgré des conditions climatiques défavorables et un manque d'eau, les paysans de plus de trente villages pilotes ont augmenté leurs récoltes d'un tiers. Ce succès, ils le doivent notamment aux nouvelles stations météo installées sur place et exploitées avec l'appui du service météorologique indien. Les prévisions locales à cinq jours constituent non seulement une aide directe pour les villageois, mais fournissent aussi des données qui serviront de base à une observation à long terme du climat et à des progrès dans l'agriculture.

« Les paysans n'ont pas le choix : ils doivent s'adapter aux nouvelles conditions », constate Yuka Greiler. « Le fait que nous connaissions encore mal le futur impact local du changement climatique ne joue aucun rôle. Les mesures appliquées dans le cadre des projets du WOTR sont des adaptations dites « sans regret ». Elles servent de toute façon à améliorer et à consolider dans la durée les rendements agricoles ainsi que les conditions de vie dans les villages concernés. » ■

(De l'allemand)

Faits et chiffres

La feuille de route suisse pour Rio

En juin prochain, la communauté internationale devrait adopter à Rio des mesures concrètes pour instaurer une économie verte. La Suisse propose à cet effet une feuille de route qui définit des objectifs importants et propose des instruments pour les réaliser. Chaque pays choisira ensuite lui-même la voie qui lui convient pour parvenir au but. Les États s'engagent toutefois à formuler d'ici 2014 un plan d'action pour transformer leur économie et à le mettre en œuvre dans un délai de dix ans. Voici quelques-unes des priorités identifiées par la Suisse :

- Évaluation du bien-être humain : le développement durable exige une définition complète du bien-être, qui ne se limite pas au produit intérieur brut.
- Agriculture et sécurité alimentaire : il importe de promouvoir une agriculture durable pour nourrir la population mondiale tout en préservant l'environnement et les ressources naturelles.
- Achats publics : les pouvoirs publics se doivent d'acquérir des biens et des services répondant à des normes économiques, écologiques et sociales très strictes.
- Méthodes durables de production et de consommation : chaque pays doit adopter un plan visant à rendre durables la production et la consommation.
- Formation et emploi : la formation et l'acquisition de qualifications sont cruciales pour lutter contre la pauvreté et promouvoir l'économie verte.

Bibliographie

Tim Jackson : *Prospérité sans croissance – La transition vers une économie durable*, éd. De Boeck, Bruxelles, 2010

Chandran Nair : *Consumptionomics: Asia's Role in Reshaping Capitalism and Saving the Planet*, éd. Infinite Ideas, Oxford, 2011

Martin Khor, Meena Raman, Sven Giegold, Ailun Yang et al. : *Klima der Gerechtigkeit*, éd. VSA, Berlin, 2007

Liens

Plate-forme suisse pour Rio+20
www.rio20.ch

Plate-forme internationale de l'ONU pour Rio+20
www.uncsd2012.org

Site du Réseau mondial de l'empreinte écologique
www.footprintnetwork.org

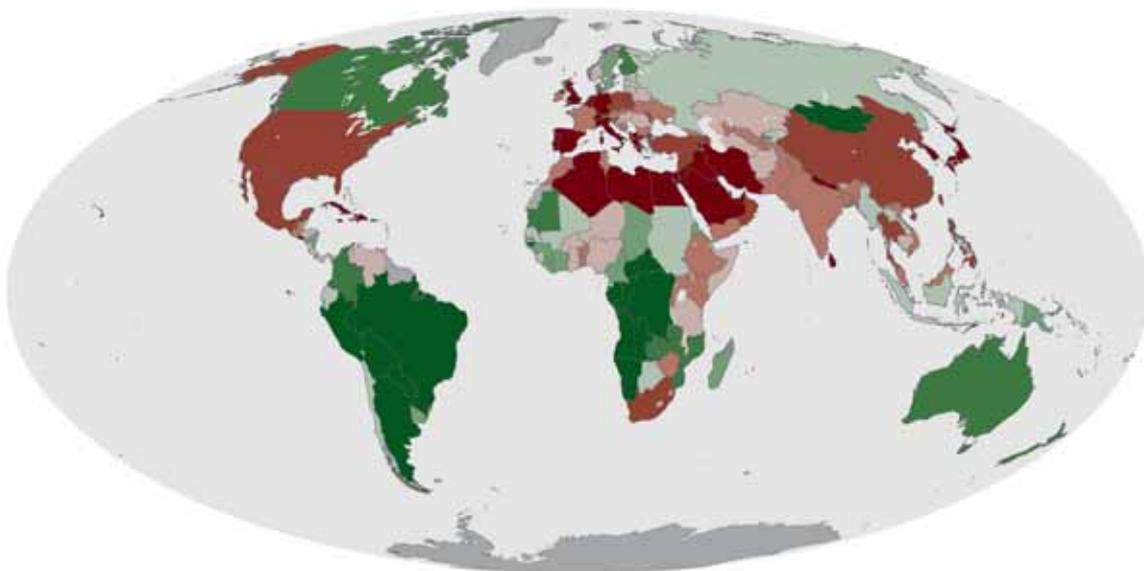
Site d'Alliance Sud, avec un dossier sur la durabilité et l'économie verte
www.alliancesud.ch, « Documentation », « Dossiers »

Site du Programme des Nations Unies pour l'environnement
www.unep.org

L'empreinte écologique mondiale

La carte ci-dessous montre le rapport entre les ressources que la population d'un pays consomme et leur capacité de régénération. Les pays en rouge sont tous ceux qui vivent sur un trop grand pied, c'est-à-dire dont la consommation dépasse la capa-

cité de régénération. L'empreinte écologique mondiale est rouge vif : chaque année, nous consommons environ une fois et demie autant de ressources que la planète ne peut en produire.
www.footprintnetwork.org



Des jeux informatiques porteurs d'espoir

La Jordanie affiche un taux élevé de chômage des jeunes, malgré la vigoureuse croissance de son économie. Pour créer des emplois à l'intention de la nouvelle génération, le royaume hachémite mise sur l'essor des technologies de l'information et de la communication, en particulier sur les jeux informatiques. De Max Borowski*.



En Jordanie, quelque 60 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail. Nombre d'entre eux espèrent trouver un emploi dans l'industrie informatique, soutenue par la monarchie.

L'inscription «Gaming Lab» s'affiche sur ce nouvel immeuble de bureaux, situé dans la partie occidentale d'Amman. Tout brille derrière la porte vitrée : des ordinateurs flambant neufs, équipés d'écrans plats, sont alignés sur une longue table de verre multicolore qui serpente à travers la pièce. Le mur est garni de grands écrans destinés à des jeux vidéo. À l'entrée, une pancarte proclame : «Ce laboratoire de jeux est un présent de Sa Majesté le roi Abdallah II Ibn Hussein à la communauté des jeux informatiques de Jordanie.»

«La Jordanie a tout simplement un roi cool», s'est exclamé l'investisseur Usama Fayyad en novembre dernier, lors de l'inauguration de ce laboratoire futuriste. Mais on aurait tort d'imaginer qu'Abdallah II se soucie à ce point d'occuper les loisirs des jeunes citoyens. Financé et exploité par des sponsors de l'industrie informatique nationale, comme Usama Fayyad, l'établissement fait partie d'une

stratégie officielle du souverain, qui entend faire de la Jordanie le «centre de l'industrie des jeux informatiques au Proche-Orient».

Des vendeurs ambulants avec titre universitaire

La Jordanie connaît l'une des plus fortes croissances démographiques du Proche-Orient. C'est pourquoi le gouvernement ne parvient pas à juguler le chômage des jeunes, alors même que l'économie est en pleine expansion depuis des années. La moitié de la population n'a pas plus de 22 ans. Environ un tiers des quelque 6 millions de Jordaniens fréquentent actuellement l'école ou l'université. Certes, le taux d'accroissement démographique est retombé à 2,2%, mais le nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail continue d'augmenter. Selon une estimation de la Banque mondiale, ils sont plus de 60 000 par année.

Le gouvernement jordanien prévoit que la population active du pays va pratiquement doubler d'ici 2030, pour atteindre près de 3 millions de personnes. Selon les statistiques officielles, le chômage des moins de 24 ans se situe actuellement à plus de 20% chez les hommes et à presque 50% chez les femmes. Cependant, son taux réel est probablement encore plus élevé, en particulier pour les hommes. Beaucoup de diplômés des écoles et des universités travaillent en effet comme vendeurs



Manfrin Roemers/afp

ambulants dans les rues des villes ou font d'autres petits boulots informels, parce qu'ils ne trouvent pas d'emplois correspondant à leurs qualifications. Ces jeunes-là n'apparaissent pas dans les statistiques du chômage.

Créer des emplois dans les TIC

Contrairement à l'Arabie saoudite, son grand voisin oriental, la Jordanie ne dispose ni de précieuses ressources minières, ni d'une industrie de transformation qui pourrait offrir du travail aux jeunes. C'est pourquoi le roi Abdallah II, qui dispose de pouvoirs quasi absolus, a choisi de créer des emplois en misant sur les nouvelles technologies. Il y a plus de dix ans maintenant qu'il a fait adopter la première stratégie nationale visant à développer les technologies de l'information et de la communication (TIC).

Minuscule au départ, cette branche est devenue entre-temps un pilier de l'économie jordanienne. Abed Shamlawi, président de l'Association jordanienne des technologies de l'information (Intaj), est fier d'affirmer que ce petit pays en développement a rattrapé ses riches voisins du Golfe en tant que site d'entreprises innovantes dans le domaine d'Internet. « Il ne fait pas de doute que la Jordanie est aujourd'hui un centre régional de l'industrie des TIC. » Le pays dispose à cet égard de plusieurs atouts : outre la grande quantité de projets soutenus par l'État, M. Shamlawi cite notamment l'absence quasi totale de contrôles sur Internet. « Cela ne va pas de soi dans notre région. Beaucoup d'autres gouvernements ont encore peur de libé-

rer entièrement l'accès au Web. » Pourtant, le président de l'Intaj y voit une condition préalable à la prospérité de sa branche économique.

Des participants de sept et huit ans

Le jeune secteur des TIC contribue actuellement pour environ 15% au produit intérieur brut jordanien. L'année dernière, il a même devancé le tourisme. Toutefois, ses 60 000 salariés représentent à peine plus de 1% de tous les emplois du pays. Abed



Marius Kretzschmar/afp

Shamlawi tempère l'espoir de voir les entreprises technologiques résoudre le problème du chômage des jeunes. En effet, le système d'éducation jordanien ne prépare pas les élèves à répondre aux exigences de la branche.

Pourtant, ce ne sont pas les réformes et les projets qui manquent pour adapter la jeunesse jordanienne à ce type d'emplois. Le Gaming Lab d'Amman est l'une des initiatives les plus récentes à cet égard. « Nous avons ici tous les appareils possibles et imaginables pour réaliser et tester des concepts de jeux – depuis l'ordinateur Apple jusqu'au dernier modèle de smartphone », explique son directeur Nour Khrais. Celui-ci est également fondateur et patron de Maysalward, l'une des plus anciennes entreprises arabes spécialisées dans le développement de jeux pour Internet et les téléphones portables. Il passe presque tous les jours au laboratoire pour conseiller la relève. « Beaucoup de programmeurs chevron-

La Jordanie en bref

Nom
Royaume hachémite de Jordanie

Capitale
Amman

Superficie
89 342 km²

Population
6,5 millions
98% d'Arabes, dont environ 50% d'origine palestinienne
1% de Tcherkesses
1% d'Arméniens

Âge moyen
22,1 ans

Langues
Arabe (langue officielle) et anglais (utilisé couramment)

Produits d'exportation
Textiles, engrais, potasse, phosphates, légumes, médicaments





P. Obeidat

Tandis que des projets technologiques font l'objet d'une promotion active, de nombreux enfants étudient dans des salles de classe délabrées.

nés viennent ici nous demander conseil et essayer les appareils», note-t-il. Cependant, la raison d'être du Gaming Lab est de permettre à des novices de se familiariser avec le développement de logiciels et de jeux. «Les plus jeunes participants à nos ateliers ont sept et huit ans. Naturellement, nous ne leur enseignons pas encore la programmation. Nous leur montrons plutôt comment on invente une histoire qui servira de base à un jeu informatique.»

Fonds royal de développement

Un autre projet a été mis sur pied dans le but d'initier les jeunes Jordaniens à la programmation. Il s'intitule App-Challenge. C'est un concours scolaire portant sur le développement d'applications destinées aux téléphones portables. «Les élèves de 15 à 16 ans n'ont pas besoin de connaissances préalables», explique Lara al-Schawa, coordinatrice de projet au Fonds royal de développement. La première édition du concours, l'an dernier, a donné des résultats concluants. Il a suffi d'un atelier de quelques jours, avec des spécialistes d'entreprises informatiques, pour que les jeunes réalisent des programmes opérationnels que l'on peut maintenant trouver dans la boutique virtuelle d'Apple. Le groupe vainqueur de ce concours reçoit non seulement 10 000 dinars (environ 13 000 francs suisses), mais le prix lui est remis par le roi en personne. Les élèves peuvent garder la moitié de la récompense, l'autre moitié allant à leur école.

Certains parents ont cependant trouvé qu'il vaudrait mieux investir cet argent dans la réfection des salles de classe délabrées plutôt que dans les projets technologiques, raconte Osama Obeidat. Il est l'un des responsables de la Jordan Education Initiative (JEI), une organisation soutenue conjointement par des entreprises nationales et internationales spécialisées dans les TIC, ainsi que par la maison royale et le gouvernement jordanien.

La créativité est une question de culture

En 2009, la JEI et le ministère jordanien des TIC ont été conjointement distingués par l'Unesco pour leurs projets d'application des technologies de l'information dans le domaine de l'éducation. Ces dernières années, la JEI a équipé une centaine d'écoles en ordinateurs et en tablettes interactives. Elle a développé des plans d'études pour l'enseignement informatisé dans six branches et organisé la formation continue de milliers d'enseignants. «Nous venons également de lancer des projets pilotes dans deux écoles, en collaboration avec des entreprises informatiques qui mettent à la disposition de chaque enfant un ordinateur portable raccordé à Internet», ajoute Osama Obeidat. La JEI, financée par des fonds privés, ne peut toutefois que donner des impulsions, précise-t-il. Par ailleurs, le budget actuel du ministère de l'éducation nationale rend illusoire le projet de généraliser ce genre d'idées aux 5 000 écoles du pays.

De toute manière, Nour Khrais ne croit pas que l'équipement technique ou des plans d'études soient des facteurs décisifs pour faire entrer la jeunesse jordanienne dans l'ère numérique. «Le plus important pour assurer la relève dans notre branche, c'est la créativité», affirme ce développeur de jeux. «On peut encore apprendre la programmation à l'âge adulte, mais la créativité dépend de la culture dans laquelle les enfants grandissent. Malheureusement, on n'encourage pas suffisamment chez nous la faculté de penser librement, ni dans le système scolaire, ni dans les familles.» ■

(De l'allemand)

**Max Borowski est un journaliste indépendant basé à Jérusalem. Il est le correspondant au Proche-Orient du «Financial Times Deutschland» et de la «NZZ am Sonntag».*

Réformes scolaires

Selon une étude de la Banque mondiale, le système scolaire jordanien a fait de grands progrès ces dernières années. Alors que seuls deux tiers des enfants étaient scolarisés il y a 20 ans, pratiquement tous le sont aujourd'hui. Après l'école obligatoire, 97% d'entre eux poursuivent leurs études. Ils s'inscrivent pour la plupart à l'université ou dans une école professionnelle. L'analphabétisme s'élève à 8,9%, un des taux les plus bas du monde arabe. Néanmoins, des enquêtes internationales indiquent que les résultats scolaires des jeunes Jordaniens restent inférieurs à la moyenne mondiale dans de nombreuses branches. Comme les écoles publiques ont mauvaise réputation, presque un tiers des élèves fréquentent des écoles ou des universités privées. Les familles concernées y consacrent souvent une grande part de leurs revenus.

Une journée sur le terrain avec...

Cyril Prissette, chef par intérim du bureau de coopération à Amman

Mon appartement se situe à cinq minutes à pied du bureau. Une chance pour moi qui ne suis pas un lève-tôt. Quand j'arrive au travail, vers 8h45, la plupart de mes collègues sont déjà là. Je passe rapidement chez chacun d'eux pour les saluer et voir s'il y a des choses urgentes à régler.

Depuis avril dernier, j'assume simultanément les fonctions de coordinateur par intérim et de chef suppléant. De ce fait, je ne vais plus sur le terrain aussi régulièrement que je le souhaiterais. La réorganisation de la DDC a eu pour conséquence que notre bureau couvre quatre pays (Jordanie, Liban, Syrie et Irak) et occupe une trentaine de collaborateurs. Cela représente beaucoup de responsabilités en matière de gestion administrative et opérationnelle.

Comme je le fais presque tous les matins, j'appelle nos antennes à Beyrouth et à Damas pour faire le point de la situation. Nous avons décidé récemment de geler tous nos programmes de coopération au développement en Syrie, en raison des troubles, et de concentrer notre aide sur des pro-



DDC

te que je reçois dans mon bureau en fin de matinée. Cette spécialiste nous aide à élaborer un système de suivi et d'évaluation. Son travail est presque terminé. Nous aurons bientôt de bons outils de contrôle.

Vers midi, je rejoins quelques collègues dans notre petite cuisine. À moins d'avoir des rendez-vous à l'extérieur, nous commandons des repas à des traiteurs et mangeons au bureau pour gagner du temps. C'est aussi une manière de se retrouver dans un cadre plus détendu et de parler – si possible – d'autre chose que du travail.

Avec l'un de mes collaborateurs, je me rends ensuite au siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), situé à 20 minutes en voiture. Nous avons de fréquents contacts avec cette agence qui est notre principal partenaire dans la région. Aujourd'hui, nous devons fixer les objectifs d'un programme régional visant à améliorer l'employabilité des jeunes Palestiniens.

Je suis toujours l'un des derniers à quitter le bureau, vers 18 heures ou plus tard. Ce soir, je file faire des courses, car j'ai invité quelques amis expatriés qui travaillent pour des organisations internationales. J'aime préparer à manger et recevoir du monde à la maison. D'autant que nous sommes dans un pays musulman, où l'alcool n'est pas toujours bien vu. Il est plus agréable d'ouvrir une bouteille de vin chez soi. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

« Le Proche-Orient est une région extrêmement volatile, où les besoins peuvent changer rapidement. »

jets d'assistance humanitaire. Marc, notre représentant sur place, me fait des propositions dans ce sens. Il suggère notamment de soutenir les milliers de Palestiniens qui ont dû fuir leur camp de réfugiés dans la ville de Lattaquié. Le Proche-Orient est une région extrêmement volatile, où les besoins peuvent changer rapidement. Notre nouvelle stratégie de coopération régionale fixe certes les grands axes de notre travail jusqu'en 2014, mais nous devons aussi être très réactifs et savoir remettre en cause certains projets si les circonstances l'exigent.

C'est précisément de la mise en œuvre de la stratégie régionale dont je vais parler avec la consultan-

Une aide principalement humanitaire

Le bureau régional d'Amman coordonne les programmes de la DDC en Jordanie, en Syrie, au Liban et en Irak. En 2011, il a consacré un peu plus de 20 millions de francs à l'aide humanitaire et environ 4 millions à des projets de coopération au développement, principalement dans le domaine de l'eau. La stratégie suisse de coopération pour ces quatre pays poursuit trois objectifs : fournir des services de base et des sources de revenus aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux migrants et à d'autres catégories vulnérables ; protéger ces groupes de population ; prévenir les catastrophes naturelles. La DDC collabore surtout avec des organisations multilatérales, comme l'UNRWA et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).
www.ddc.admin.ch,
 « Pays », « Proche et Moyen-Orient », « Irak, Jordanie, Syrie, Liban »
www.swiss-cooperation.admin.ch/jordan

Conflit identitaire

Amman est l'une des rares villes du monde où vous pouvez voir les quatre saisons défilier sous vos yeux. Ses rues sont accueillantes pour les hommes, les femmes et les enfants. Ses chauffeurs de taxi ont toujours une bonne histoire à raconter. À Amman, vous pouvez être sûr que l'épicier du coin est un lointain cousin, un ami de la famille ou l'ami d'un ami. De toute manière, quels que soient ses liens de parenté avec vous, il vous traitera comme un membre de la famille. Amman est un havre de paix pour les femmes seules et sans voiture, comme moi. C'est l'une des seules villes du Proche-Orient où les femmes se sentent en sécurité dans la rue à n'importe quelle heure. Hommes et femmes sont égaux devant la loi et sur le marché du travail. Ils ont le même droit à l'éducation.

L'est de la ville a conservé un style de vie traditionnel, tandis que la partie occidentale est moderne et branchée. Amman est un creuset de cultures diverses. Elle a quelque chose à offrir à toutes les générations. Cela dit, les jeunes ont leur propre histoire à raconter. Ils travaillent dur et réussissent le tour de force de vivre à l'occidentale dans un contexte oriental. Cette génération est le produit du conflit intérieur entre ce qu'elle voit et ce qu'on lui dit de croire. Elle se trouve à la périphérie de deux mondes très différents.

Je suis jeune moi aussi. Je dirais que notre lutte a commencé quand une majorité d'entre nous ont eu accès aux réseaux sociaux et à la télévision par satellite. Une fenêtre s'est alors ouverte sur le monde extérieur, libre et moins traditionaliste. Ce contact avec un univers différent du nôtre nous a

amenés à remettre en question et même à rejeter les valeurs du passé. Nous contestons en particulier la ségrégation des sexes, le style de vie traditionnel pour les jeunes filles et l'importance du mariage.



Dana Shalabi possède un bachelor en anglais et en littérature comparée, obtenu à l'Université américaine du Caire, ainsi qu'un master en marketing. Après avoir été traductrice de presse, elle a travaillé comme reporter pour un magazine et aujourd'hui, elle rédige des textes publicitaires.

Sur son blog *Faces* (www.dshalabi.blog.com), elle parle des problèmes de la jeunesse.

Parallèlement, Dana Shalabi aide des jeunes à surmonter leur crainte de parler en public. Elle dirige également un projet qui vise à enseigner l'anglais à des enfants palestiniens de 5 à 12 ans dans un camp de réfugiés.

Tandis que nous aspirons au changement, l'ancienne génération n'est pas toujours d'accord d'abandonner les valeurs qui définissent le rôle des sexes. Elle a peur de perdre son identité. Je me souviens d'avoir lutté pour obtenir le droit de choisir mes amis, d'aller à certains endroits, de voyager seule. J'ai aussi dû défendre mon choix de rester célibataire. Si j'admire et adopte les idées occidentales qui mettent l'accent sur les besoins de l'individu et la liberté de pensée, il m'est plus difficile d'accepter d'autres valeurs qui admettent des relations sans avenir entre hommes et femmes, les soirées en discothèques ou la disparition de la famille élargie. Mon rejet montre à quel point je suis encore enracinée dans la tradition orientale.

J'en viens même à me demander s'il est possible de concilier deux échelles de valeurs aussi différentes. C'est dans la recherche du juste milieu que s'exprime mon conflit identitaire et celui de bien d'autres jeunes Jordaniens. Sur un plan très pratique, cela implique aussi des difficultés financières, surtout dans une ville où les salaires ne sont pas adaptés à cette culture de la consommation que nous avons importée de l'étranger.

Beaucoup de jeunes se plaignent de ne pas gagner assez pour vivre comme ils l'entendent. Bien sûr que les salaires sont trop bas si l'on tient à porter des vêtements de marque, exhiber le dernier modèle de téléphone portable, s'acheter une maison à Amman-Ouest et manger tous les soirs au restaurant. Les jeunes veulent mener cette vie-là dans un pays aux ressources modestes. Cette dualité, qui ne peut engendrer que des frustrations, s'étend à tous les aspects du quotidien.

Le libre choix et l'accès au savoir ont donné naissance au Printemps arabe. Après tout, cette révolte n'est que le reflet de l'aspiration des jeunes à la liberté, au changement et au progrès. Le défi consiste à ajuster notre identité. ■

(De l'anglais)



François Perrin/REA/afif

Protéger les droits humains derrière les barreaux

Les peines de prison sont censées conduire à la resocialisation. Encore faut-il que les conditions de détention s'y prêtent. L'internement est particulièrement dur pour les jeunes mères. Engagée de longue date dans la réforme du système pénitentiaire ukrainien, la Suisse a montré de façon exemplaire que des femmes peuvent être détenues avec des enfants en bas âge, à condition de bénéficier d'un encadrement approprié.



Sig. Tschler/DDC

(mr) Les établissements pénitentiaires des pays de l'ex-URSS ne sont guère comparables à ceux de l'Europe occidentale. Le système pénal de l'Ukraine, par exemple, reste fortement marqué par son passé soviétique. Chaque année, des milliers de personnes sont condamnées à des peines privatives de liberté et beaucoup de présumés coupables passent des années en détention préventive.

« Dans les prisons ukrainiennes, les conditions de détention sont précaires et ne répondent pas aux normes internationales », indique Christian Disler, chargé de programme à la DDC. C'est pourquoi la Suisse soutient depuis la fin des années 90 la réforme et la modernisation du système pénitentiaire. Le but de ce projet est d'améliorer la protection des droits de l'homme à l'intérieur du monde carcéral.

La Suisse se préoccupe notamment des femmes incarcérées avec leurs bébés, ces derniers ayant évidemment besoin d'une protection particulière. Le développement psychosocial d'un enfant en bas âge nécessite le contact régulier avec sa mère. « Il faut donc que ces bambins puissent vivre dans la prison aux côtés de leur mère jusqu'à l'âge de trois ans. Cela exige toutefois des structures appropriées et un personnel formé », ajoute M. Disler.

Dans la prison pour femmes n° 44 de Chernihiv, une ville du nord de l'Ukraine, la DDC a pu obtenir que mères et enfants ne soient pas séparés. En outre, elle a financé des conseils techniques et des mesures de rénovation des bâtiments, ce qui a permis par exemple d'assainir l'approvisionnement en eau et le chauffage.

Aide à la réforme des prisons

En collaboration avec le Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire, la DDC a également soutenu la création d'un centre de compétence dans la ville de Bila Tserkwa, au sud de la province de Kiev. Grâce aux connaissances professionnelles et à l'expérience pratique de ses spécialistes, ce centre pourra conseiller désormais le ministère ukrainien de la justice pour la réforme du régime carcéral. Après avoir soutenu pendant de nombreuses années la modernisation du système d'exécution des peines en Ukraine, la coopération suisse au développement mettra un terme à ses activités dans ce domaine au printemps 2012. ■

(De l'allemand)

L'engagement suisse en Ukraine

Dans le cadre de leur stratégie commune pour les années 2011-2014, la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) appuient le processus de transition en Ukraine. Ils contribuent à améliorer la qualité de vie de la population, à augmenter l'efficacité des services et à générer une croissance économique durable. L'aide technique et financière de la Suisse comprend des projets portant sur le renforcement de la gouvernance locale et des services communaux, l'amélioration de la santé génésique ainsi que la promotion d'un développement économique et d'une gestion énergétique plus durables.

« Si beaucoup de petites gens réalisent beaucoup de petites choses dans beaucoup de petits endroits, la face du monde changera. »
Proverbe tanzanien



Désirée Pomper

L'accès au marché permet de réduire la pauvreté

Intégrer les plus démunis au marché pour lutter contre la pauvreté. Grâce à cette approche, des dizaines de milliers de petits paysans tanzaniens deviennent de véritables partenaires commerciaux. Bien informés, ils augmentent en quelques années leurs rendements et leurs revenus. Cependant, la sécheresse continue de causer bien des soucis aux agriculteurs. De Désirée Pomper*.

C'est encore l'homme qui décide

Le modèle M4P ne favorise qu'indirectement l'égalité des sexes. Au total, les femmes représentent 33% de la main-d'œuvre qui travaille en Tanzanie dans les secteurs économiques soutenus par la RLDC. Ce sont pourtant encore et toujours les hommes qui prennent les grandes décisions concernant la production et la vente. Les femmes regrettent aussi que l'argent gagné serve souvent à acheter de l'alcool, au lieu de financer une formation ou des médicaments. Peu à peu, les mentalités évoluent pourtant. « Mon mari et moi travaillons toute la journée aux champs et nous partageons les revenus », raconte une rizicultrice à Itumba. En outre, les femmes sont toujours plus impliquées dans la recherche de solutions.

Lorsqu'on quitte la vie trépidante de Dar es Salam, capitale de la Tanzanie, pour rejoindre Dodoma, à l'intérieur du pays, le paysage devient désertique. Une terre ocre s'étire à perte de vue. Des femmes marchent le long de la route, des bidons d'eau en équilibre sur la tête. De jeunes garçons conduisent des chèvres et des vaches. Perchés sur des vélos trop grands pour eux, des enfants nous font signe. Dans les champs, le soleil s'abat sur des paysans qui piochent un sol dur, où de nouvelles fissures apparaissent aussitôt.

Le centre de la Tanzanie est l'une des régions les plus arides du pays. On peine à imaginer que l'agriculture est le pilier principal de l'économie nationale. Ce secteur occupe deux tiers de la population active. Depuis qu'elle est passée d'une économie planifiée à une économie de marché, en 1986, la Tanzanie a sensiblement accru son revenu national brut. Mais cette hausse n'a guère amélioré les conditions de vie dans les campagnes. Le pays reste l'un des plus pauvres du monde. Les salaires

sont extrêmement bas, les pénuries alimentaires récurrentes et les marchés peu performants.

De meilleurs revenus pour 74 000 ménages

C'est à ces problèmes que s'attaque la Société pour le développement rural (RLDC), financée par la DDC. Elle applique l'approche « Faire fonctionner les marchés au bénéfice des pauvres » (*Making markets work for the poor* – M4P), dont l'objectif est d'intégrer les populations démunies dans l'économie. « Si les paysans souffrent d'une pauvreté extrême, c'est qu'ils n'ont pratiquement pas accès au marché », déclare Géraldine Zeuner, responsable de la DDC en Tanzanie.

Dans le Corridor central, la RLDC appuie des secteurs agricoles comme l'élevage de volaille et de bétail ainsi que la culture de tournesol, de riz et de coton. Favorisant l'intégration économique des petits producteurs, elle leur ouvre l'accès aux marchés locaux, régionaux et nationaux. En même



Désirée Pomper

Des mesures ciblées ont permis aux petits paysans d'écouler leur production sur les marchés, qu'il s'agisse de riz (ci-dessus) ou de coton.

temps, cela contribue à l'établissement d'une filière efficace grâce à laquelle les paysans peuvent gagner plus et échapper à la pauvreté extrême.

Entre 2008 et 2010, quelque 74 000 ménages ont ainsi pu accroître leur revenu annuel moyen de 28 à 96% selon les secteurs. La DDC prévoit d'investir 32 millions de francs dans ce projet d'ici 2015. L'approche M4P mise sur les contrats passés entre agriculteurs et acheteurs. Cette agriculture « contractuelle » régit la qualité, la quantité, les modes de production, les prix, les modalités de livraison et la formation. « De tels accords garantissent des débouchés aux paysans. Ils permettent d'éviter une sur- ou une sous-production et stabilisent les prix des produits agricoles », se réjouit Géraldine Zeuner.

Cours de perfectionnement inclus

La situation des producteurs de tournesol, dans la région de Singida, montre bien ce que signifie concrètement ce système. Jérôme raconte qu'il gagnait auparavant 2 à 3 dollars par are. Aujourd'hui, le rendement dépasse 10 dollars. En l'espace de trois ans, ce cultivateur a triplé son revenu annuel, qui est passé de 200 à 613 dollars. « Nous nous organisons en petits groupes. Ainsi, nous pouvons acheter des semences plus chères, mais de qualité supérieure. Dès lors, l'huile de tournesol est nettement meilleure », explique-t-il. Avec l'appui financier de la RLDC et de l'acheteur contractant, le responsable de chaque groupe suit des cours de perfectionnement. De cette manière, les paysans ont appris par exemple à produire eux-mêmes des engrais et des insecticides biologiques.

La transparence des prix joue aussi un rôle essentiel. Grâce à la téléphonie mobile, un SMS suffit

pour connaître les prix sur les marchés régionaux. Aux termes du contrat passé avec le producteur d'huile, les agriculteurs ont par ailleurs la garantie de pouvoir vendre toute leur récolte à un prix fixe. « Nous n'avons plus à craindre d'être trompés ou de rester avec notre marchandise sur les bras », souligne Joseph. De l'avis de Lucia, il reste cependant beaucoup à faire : « Nous avons besoin de davantage d'engrais, de meilleurs moyens de formation, de systèmes d'irrigation plus efficaces et de barrages pour stocker l'eau. La sécheresse est notre principal ennemi. »

Une épouse plutôt qu'une moto

Robert profite lui aussi des contrats. Ce riziculteur a construit trois nouvelles maisons sur son domaine. Il a également acheté une douzaine de chèvres et de vaches. Son revenu se monte à 3600 dollars par an, soit deux fois plus qu'en 2009. Il peut désormais envoyer, non plus un seul, mais tous ses enfants à l'école.

Alors que les autres membres de son groupe ont acheté des panneaux solaires, des téléviseurs ou des motos, Robert a investi dans la famille : il a payé quinze vaches pour l'épouse de son fils aîné. Un prix élevé certes, mais plus la peau d'une femme est claire, plus la dot est élevée. C'est pourtant surtout à sa propre épouse que Robert réserve ses louanges : « Elle n'est plus très jeune, mais, grâce à la richesse que nous fournit la récolte de riz, elle est toujours très belle. » ■

(De l'allemand)

** Désirée Pomper s'est rendue en Tanzanie dans le cadre d'un échange de journalistes organisé par la DDC*

Trente ans de coopération

La Tanzanie compte depuis de nombreuses années parmi les pays prioritaires de la DDC. Les premiers projets ont été lancés dans les années 60. Les activités se sont intensifiées en 1981 avec l'ouverture d'un bureau de coopération à Dar es Salaam. Actuellement, la DDC met en œuvre un programme conjoint avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco). Son objectif est de réduire la pauvreté et d'améliorer durablement les conditions de vie de la population. Il s'agit de stimuler la croissance économique, notamment dans les zones rurales pauvres, d'améliorer le bien-être physique et social, en portant une attention particulière au sida, d'instaurer un développement équitable entre les sexes et de promouvoir une bonne gouvernance, basée sur un processus décisionnel démocratique et décentralisé.
www.ddc.admin.ch,
 « Pays », « Tanzanie »
www.swiss-cooperation.admin.ch/tanzania

DDC interne



Aide insuffisante à l'extérieur des camps

(unz) La Corne de l'Afrique subit actuellement la pire sécheresse de ces soixante dernières années. Plus de 13 millions de personnes – en Éthiopie, en Somalie et au Kenya – ont un urgent besoin de secours. Avec le soutien de l'aide humanitaire de la DDC, la Fondation Terre des Hommes intervient dans le nord-est du Kenya. Son projet vise à nourrir et à soigner 8000 enfants sous-alimentés et 350 femmes enceintes ou allaitantes, qui souffrent de malnutrition. Tous appartiennent à des familles d'éleveurs établies non loin des camps de réfugiés de Dadaab, où vivent quelque 450 000 Somaliens. Contrairement à ces derniers, la population locale n'a reçu jusqu'ici qu'une aide insignifiante, alors que la sécheresse l'a frappée tout aussi durement. Le projet ne crée pas de structures parallèles, mais appuie le ministère kenyan de la santé sous différentes formes – capacités de gestion, logistique et infirmières engagées sur place. La DDC réhabilite les infrastructures médicales et l'approvisionnement en eau dans les centres de santé. Elle met à disposition des véhicules, du matériel de secours et des spécialistes de la sécurité.
Durée du projet: 2011 – août 2012
Volume: 1,6 million CHF

De l'eau potable pour des réfugiés

(unz) La DDC finance l'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans sept camps de réfugiés palestiniens au Liban. L'un des buts est de prévenir les maladies causées par de l'eau polluée. Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec des représentants des réfugiés sous la conduite de l'ONU. Pour que les 70 000 habitants de ces camps reçoivent de l'eau potable en suffisance, il s'agit d'abord de réhabiliter des installations délabrées. D'autres mesures visent à en assurer l'entretien et contribuent au bon usage de cette précieuse ressource: formation de spécialistes locaux, campagnes de sensibilisation et création de groupes d'utilisateurs. La DDC finance la totalité du projet et met à disposition des experts du Corps suisse d'aide humanitaire.
Durée du projet: 2011 – fin 2012
Volume: 3,4 millions CHF

Transferts d'argent vers le Kosovo

(Irf) Environ 170 000 Kosovars vivent en Suisse. Ils s'y sont installés à partir des années 60, en raison de l'instabilité politique et du manque de perspectives économiques dans leur patrie. Actuellement, ils envoient plus de 100 millions de francs par an à leurs familles restées au pays, ce qui représente environ 3% du produit intérieur brut du Kosovo. La DDC tient compte de l'importance de la diaspora albanophone de Suisse: elle finance depuis 2010 le portail www.albinfo.ch qui offre en

albanais, en allemand et en français des nouvelles et des services destinés à cette communauté. Elle a également lancé en 2011 un projet dont le but est d'inciter les émigrés à soutenir financièrement non seulement leurs propres familles, mais aussi des initiatives à caractère social et économique au Kosovo. Ce projet est mis en œuvre par les deux communes pilotes de Gjakova et Gjilan, ainsi que par l'agence de la diaspora kosovare, avec l'appui d'experts locaux et internationaux.
Durée du projet: 2011 – 2015
Volume: 2,4 millions CHF

Développement régional en Pologne

(Irf) Dans le cadre de sa contribution à l'élargissement de l'UE, la Suisse finance dix projets de développement économique et social dans le sud-est de la Pologne, une région structurellement faible. Ces projets visent essentiellement le renforcement de l'entrepreneuriat local, l'amélioration de la production agricole, l'élaboration de modèles pour la formation professionnelle et continue, ainsi que la création de réseaux et de partenariats pour le développement régional. Ils sont destinés aux jeunes et aux populations rurales. Leur réalisation est prise en charge par les autorités locales ou par des organisations de la société civile, souvent en



partenariat avec des communes et des organisations non gouvernementales suisses. Ces activités contribuent à renforcer les relations bilatérales entre la Suisse et la Pologne.

Durée du projet: 2011 – 2017
Volume: 47,7 millions CHF

Désenclaver les habitants des îles fluviales

(bm) Avec 160 millions d'habitants, le Bangladesh est l'un des pays les plus peuplés du monde. Malgré une croissance économique de 6% en moyenne ces dernières années, il reste aussi l'un des plus pauvres. La forte densité démographique, les risques naturels, la mauvaise gouvernance, mais aussi le manque d'accès aux marchés entravent la réduction de la pauvreté. Environ 2 millions de personnes – principalement des femmes seules avec leurs enfants – vivent sur des bancs de sable formés par l'érosion dans les cours d'eau. Ces îles fluviales sont déconnectées des économies locales et privées de services publics (écoles, etc.). Un projet de la DDC vise à insérer les habitants dans les chaînes de production et à améliorer leur accès aux marchés. Il doit permettre à ces populations démunies d'augmenter leur revenu, de réduire leur vulnérabilité et de renforcer ainsi leur position dans la société.
Durée du projet: fin 2011 – fin 2016
Volume: 8,2 millions CHF

Fuir l'Himalaya pour vivre en ville

L'Hindou Kouch et l'Himalaya forment le plus grand massif montagneux du monde. La migration, la mondialisation et le changement climatique ont de fortes répercussions sur la vie des habitants. Ces bouleversements représentent d'énormes défis, mais ils ouvrent aussi de nouveaux horizons. Andreas Schild, grand connaisseur de la région, a dirigé jusqu'à fin 2011 le Centre international pour un développement intégré en montagne (Icimod) à Katmandou. Entretien avec Maria Roselli.



Paul Hahn/veif

Parce qu'il n'est plus possible de gagner sa vie dans les montagnes népalaises, de nombreux hommes partent travailler à l'étranger. Femmes, enfants et personnes âgées restent au village.

Un seul monde: Vous connaissez le massif de l'Hindou Kouch et de l'Himalaya depuis bientôt quarante ans. Qu'est-ce qui a changé dans la vie des habitants durant cette période?

Andreas Schild: Le plus gros changement, c'est l'augmentation considérable de la dépendance à l'égard de facteurs extérieurs. On peut mettre cela sur le compte de la mondialisation. Les principaux aspects sont les transports, les communications, les nouvelles valeurs et la mobilité extrêmement élevée. En 1973, quand je me suis rendu pour la première fois à pied de Jiri à Janakpur, dans l'Himalaya népalais, les porteurs ne sont venus que jusqu'à la route Est-Ouest et se sont ensuite empressés de quitter la plaine fertile du Teräi. Si l'on demande aujourd'hui à des jeunes de cette région quels

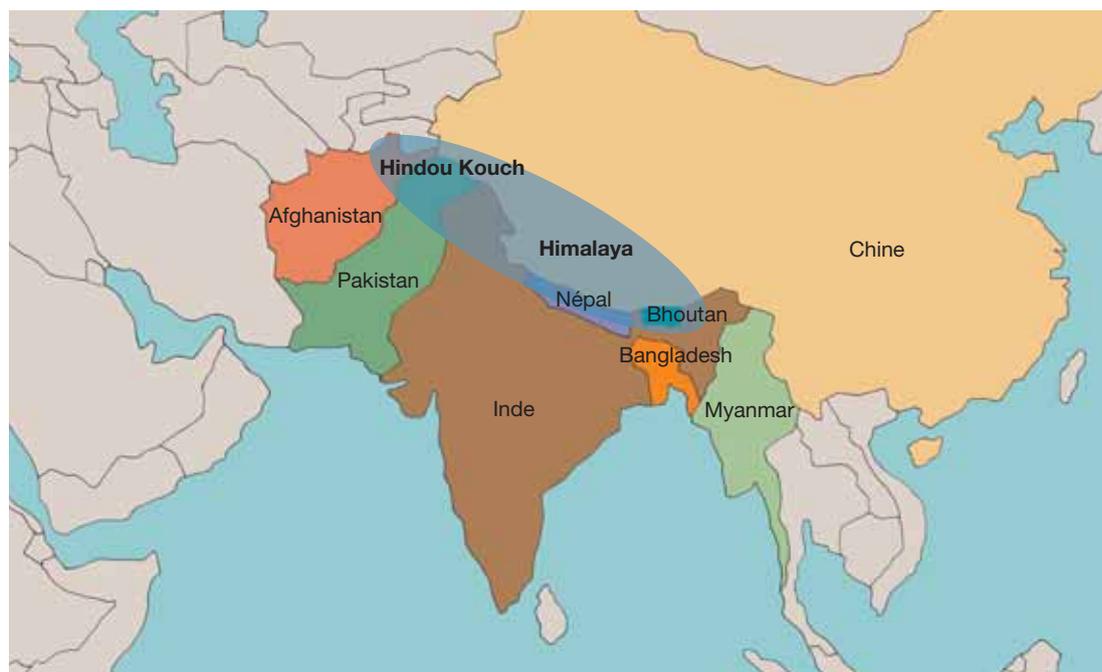
sont leurs projets d'avenir, ils parlent de Dubaï! La migration – avec tout ce qu'elle implique – est désormais un phénomène dominant. La multiplication des écoles et des dispensaires est certes une évolution positive, même si ces établissements restent insatisfaisants quand ils n'ont que le soutien de l'État. En principe, il y a moins de pauvreté, mais celle-ci reste endémique dans les zones de collines, où elle diminue plus lentement qu'en plaine.

Quel est le plus gros défi à surmonter pour ces gens?

Le principal problème dans les montagnes, ce n'est pas la surpopulation, comme ailleurs, mais le manque de travailleurs masculins, qui oblige les femmes à assumer des fonctions et des responsabilités nouvelles. On parle d'une féminisation de



Andreas Schild a dirigé l'Icimod, à Katmandou (Népal), de 2007 à fin 2011. Ce Bernois, âgé aujourd'hui de 67 ans, a consacré toute sa carrière au développement. Il a travaillé pour la DDC, notamment en tant que coordinateur au Népal, puis au Rwanda/Burundi. Il a été directeur d'Intercoopération et conseiller technique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Corée du Nord. En 2004, le ministère afghan du développement rural l'a chargé de mettre en œuvre son Programme national de solidarité. Ce connaisseur réputé de la montagne a reçu deux distinctions internationales: le prix de la Fondation Sir Edmund Hillary pour l'environnement himalayen en 2008 et la médaille du Mérite du Roi Albert en 2010.



Menaces sur le Toit du monde

Le Centre international pour un développement intégré en montagne (Icimod) est à la fois une organisation internationale et un centre de compétence. Avec ses organisations partenaires, il élabore des stratégies d'adaptation au changement climatique et de gestion durable des ressources pour l'aire Hindou Kouch-Himalaya. Outre la pression démographique et la croissance économique en Chine et en Inde, le réchauffement planétaire exerce également un impact négatif sur les écosystèmes fragiles de ce massif montagneux ainsi que sur les revenus des populations. S'y adapter et protéger la biodiversité sont des défis toujours plus importants et complexes. Pour les relever, l'Icimod aide ses huit pays membres – Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Chine, Inde, Myanmar, Népal et Pakistan – à nouer et à renforcer des partenariats transfrontaliers. www.icimod.org

l'agriculture de montagne. Les formes d'exploitation traditionnelles sont remises en question. Les femmes ne sont pas préparées à affronter cette forte pression, dont les politiques étatiques ne tiennent guère compte. Les gouvernements se voient ainsi confrontés au fait qu'une partie toujours plus importante du produit intérieur brut échappe à des mesures de pilotage direct et que la valeur ajoutée se réalise toujours plus loin des collines. Les jeunes et l'élite voient leur avenir en ville, tandis que les citadins le voient à l'étranger. Actuellement, 12 000 jeunes Népalais étudient aux États-Unis. À peine plus de 10% d'entre eux reviendront au pays.

L'Icimod travaille principalement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie. Comment s'y prend-il?

Nous nous employons à améliorer les moyens d'existence en menant des recherches dans trois directions. D'une part, nous examinons la filière des produits issus des collines et tentons de faire en sorte que la valeur ajoutée soit générée le plus près possible du lieu de production. Les plantes aromatiques et médicinales en sont un exemple : récoltées sur les collines, elles sont triées dans le Terai, puis affinées dans les grandes villes. D'autre part, nous essayons de promouvoir des produits de niche pour lesquels il existe de bons débouchés potentiels. Une troisième piste réside dans la formulation de politiques appropriées afin que la migration ait des retombées positives sur les zones de collines – transfert de fonds par les travailleurs qui rentrent au pays, formation, services. En tant qu'organisation régionale comprenant huit pays mem-

bres, nous travaillons exclusivement avec des partenaires nationaux.

Quel est l'impact du changement climatique sur l'aire Hindou Kouch-Himalaya?

Disons d'emblée que les habitants des collines et des montagnes ont d'autres sujets de préoccupation que le climat – par exemple la migration, le développement des communications, les nouvelles infrastructures, les politiques gouvernementales ou l'évolution des marchés. Très souvent, ils ne perçoivent pas le changement climatique en tant que tel. Ce n'est toutefois pas une raison pour le minimiser : quand des événements extrêmes se produisent, on fait le rapprochement entre leurs répercussions négatives et le réchauffement de la planète. Généralement, on constate que les conditions météorologiques sont de plus en plus difficiles à prévoir, et que les inondations et les sécheresses se multiplient. Les statistiques confirment cette évolution, dont les conséquences à long terme sont inquiétantes. Dans la vie quotidienne, les effets du changement climatique se font toutefois sentir de manière plutôt insidieuse.

Si les glaciers fondent, qu'est-ce que cela signifiera pour l'homme et la nature?

La neige – plus précisément l'épaisseur de la couche et sa durée de vie – est plus importante dans l'immédiat pour la survie. La fonte des neiges a une influence directe sur le débit des rivières entre avril et juin, quand l'eau est particulièrement rare. C'est à cette période qu'on irrigue le plus. La proportion d'écoulements glaciaires et neigeux varie



La hausse des températures, due au changement climatique, comporte aussi certains avantages pour les régions de montagne (comme ici, en Afghanistan), notamment sur le plan de la biodiversité agricole.

énormément dans les cours d'eau de l'Himalaya. La fonte se trouve intensifiée par une température accrue, mais aussi par l'effet des gaz d'échappement et des particules de suie. Dans certaines régions, comme le Karakorum, les glaciers peuvent même progresser du fait que le réchauffement climatique accroît les précipitations à haute altitude. Là où les glaciers reculent, il se forme rapidement des lacs retenus par des moraines. Le dégel du permafrost augmente le risque de rupture de ces lacs. Encore plus dangereux : les eaux accumulées dans les vastes glaciers de vallée peuvent déborder et provoquer des crues. D'une manière générale, la capacité de rétention des glaciers s'amenuise lorsque ceux-ci se mettent à fondre.

Le réchauffement climatique menace-t-il la biodiversité de la région ?

Nous avons encore peu de données probantes pour l'aire Hindou Kouch-Himalaya. À cet égard, nous sommes bien moins avancés que dans les Alpes. Une chose est sûre : le nombre d'espèces végétales exotiques augmente et il est possible de cultiver à des altitudes plus élevées qu'auparavant. Les alpages sont envahis par des plantes étrangères que le bétail ne mange pas. On essaie de maintenir des passages migratoires pour la faune et la flore, en créant des corridors biologiques. En principe, nous parlons de l'idée que les plantes indigènes ont plus de chance de survie en montagne qu'en plaine. Il suffit de faire le lien entre biodiversité et crise énergétique ou alimentaire pour s'apercevoir que les régions de montagne ont aussi des atouts à faire va-

loir. Elles constituent par exemple des réservoirs de biodiversité agricole. On peut y trouver du nouveau matériel génétique pour la sélection d'espèces végétales adaptées.

Partout dans le monde, les citadins sont toujours plus nombreux. Quels sont les effets de l'urbanisation et de la mondialisation sur le développement des régions de montagne ?

L'urbanisation et la mondialisation transforment les systèmes de valeurs, ce qui déstabilise les gens. Elles agissent durablement sur le tissu social. Cependant, la mondialisation recèle également des potentialités. Avec l'essor des marchés urbains et la progression rapide de la classe moyenne dans les grandes villes des plaines, de nouveaux modèles de consommation et de comportement apparaissent. Ainsi, les citadins achètent volontiers des produits bios provenant de la chaîne himalayenne. Comme en Europe, la montagne est ici synonyme de pureté et de santé. Elle évoque en général des valeurs positives. Cela se reflète aussi dans les choix de la population urbaine en matière de loisirs : tout comme les Zurichois, les habitants de Chengdu ou de Delhi aiment aller se détendre sur les hauteurs. Certaines communes de montagne, pragmatiques et dynamiques, contribuent largement au développement durable des espaces urbains. ■

(De l'allemand)

L'agenda suisse pour les montagnes

Lors du Sommet de la Terre, en 1992 à Rio, la Suisse a contribué de manière décisive à l'introduction d'un chapitre sur les montagnes dans l'Agenda 21. C'est pourquoi la DDC a commandé des études régionales montrant ce qui a été réalisé depuis lors en matière de développement durable des montagnes, ainsi que les défis et les chances du futur. Ces rapports ont été discutés en octobre dernier lors de la Conférence internationale sur la montagne à Lucerne, puis remis au secrétariat de Rio+20 à New York. Dans la perspective de ce nouveau sommet sur l'environnement, qui aura lieu en juin prochain, la DDC soutient les efforts entrepris pour lancer une plateforme mondiale innovante : le Forum mondial de la montagne pour le développement durable doit promouvoir le dialogue entre différents acteurs et contribuer à la réalisation de projets de développement dans les régions de montagne.

La crise du riz



Rubeena Mahato

Les visiteurs qui se rendent dans les villages de l'ouest du Népal ont souvent la surprise de n'y rencontrer que des femmes, des enfants et des vieillards. Dans cette région, frappée chaque année par la disette de mars à juillet, il y a longtemps que les hommes partent travailler en Inde. Ce n'est pas que ces montagnards aient particulièrement envie d'aller trimer sous un soleil torride, mais ils savent qu'autrement, leurs familles n'auront rien à manger durant la saison sèche.

Il semble que les terres arides et caillouteuses du Karnali et de l'extrême ouest, une des régions les plus pauvres du pays, ne se prêtent pas à l'agriculture. La migration saisonnière de travailleurs et l'aide alimentaire internationale seraient donc les seules solutions. C'est du moins ce que les médias, le gouvernement et les donateurs ont réussi à faire croire. Mais n'importe quel agronome vous dira qu'avec des investissements dans l'irrigation et la promotion de plantes locales, les habitants pourraient cultiver tout ce dont ils ont besoin. Depuis des décennies, les trente districts de cette région reçoivent de la nourriture de

l'extérieur, plus précisément du riz. Et rien ne laisse entrevoir la fin de leur insécurité alimentaire chronique. Au contraire, la production agricole et la consommation de céréales locales sont en chute libre, concurrencées par le riz importé.

Où est l'erreur? Le gouvernement et les donateurs auraient-ils aggravé encore la situation en prenant de mauvaises décisions et en pratiquant une politique à courte vue? Cela semble bien être le cas.

Ce n'est pas par hasard si l'on préfère parler ici de « crise du riz » plutôt que de « crise alimentaire ». L'apport régulier de riz extérieur a modifié les habitudes de consommation de la population. Les cultures traditionnelles des hauts plateaux (millet commun, orge, sarrasin et pomme de terre), qui constituaient autrefois la nourriture de base, ont été remplacées par du riz subventionné de qualité inférieure. Selon Gorakh Bista, auteur de films documentaires, ces denrées servent maintenant de fourrage pour le bétail.

On consacre des sommes insensées à l'aide alimentaire. Notre

gouvernement dépense chaque année des milliards pour acheminer le riz par hélicoptère, faute de pouvoir accéder par la route aux zones concernées. Cela dure depuis quarante ans. Quand il n'y a pas d'argent pour le transport, le riz reste dans les entrepôts de l'État, tandis que les habitants des hauts plateaux attendent en souffrant de la faim. Quand le riz arrive enfin, il n'y en a jamais assez pour tous les gens qui ont marché pendant des jours jusqu'au chef-lieu dans l'espoir d'obtenir un sac ou deux. Les premiers servis sont les fonctionnaires et les notables locaux.

C'est chaque année la même histoire, mais personne n'est prêt à remettre en cause ce système. En vérité, tout le monde profite de la dépendance à l'égard du riz. Les fournisseurs, organisés en cartel, sont ravis de pouvoir augmenter leurs bénéfices en vendant du riz subventionné. Les fonctionnaires sont plus que satisfaits des juteuses commissions que leur versent ces marchands. Quant aux donateurs, ils sont heureux de continuer à offrir leur aide et ne semblent pas s'intéresser aux véritables causes du problème.

La situation des régions touchées serait certainement encore pire sans l'aide alimentaire. Cependant, il est contre-productif et insensé de transformer des mesures d'urgence en stratégie à long terme. L'aide alimentaire n'a fait que nourrir un cercle vicieux de sous-production et de dépendance. Il est grand temps que le gouvernement et les donateurs s'en rendent compte et investissent à bon escient : dans des canaux d'irrigation, des semences améliorées, des variétés résistantes à la sécheresse, l'assistance technique aux agriculteurs et la promotion des céréales locales, lesquelles sont mieux adaptées au climat et même supérieures au riz sur le plan nutritionnel. En attendant, les jeunes hommes continuent de partir vers le Sud en laissant leurs terres en friche. ■

(De l'anglais)



Rubeena Mahato est correspondante et chroniqueuse au *Nepali Times*, le principal hebdomadaire népalais en anglais. Elle s'intéresse en particulier au développement, à la politique, à l'énergie et aux technologies de l'information. Attachée à un journalisme qui propose des solutions concrètes, Rubeena Mahato a écrit de nombreux articles sur le développement ancré dans les communautés de base. Elle s'intéresse beaucoup à la gouvernance et aux politiques publiques. À la fin de la guerre, qui a duré dix ans, la journaliste a sillonné son pays afin de rendre compte de l'espoir retrouvé et du travail de reconstruction.

Le théâtre d'auteur pour forger la conscience critique



Cito

Les troupes de théâtre ne manquent pas au Burkina Faso, où cet art reste très utilisé pour transmettre des messages sur des questions de développement. La DDC soutient une structure originale, le Carrefour international de théâtre de Ouagadougou, qui mise sur des pièces de grands auteurs et s'attache à professionnaliser ce secteur. De Jane-Lise Schneeberger.

Dès les années 70, les organisations de développement ont saisi l'importance du théâtre comme vecteur d'information dans les pays du Sud. Elles se sont mises à financer la réalisation d'innombrables spectacles éducatifs. Ce théâtre dit d'intervention sociale permet de diffuser des messages aux populations, par exemple sur la planification familiale, la prévention des épidémies, l'hygiène ou la scolarisation des filles. Au Burkina Faso, il a été largement pratiqué par deux grandes troupes, fondées en 1975 et 1978, dont les directeurs ont été surnommés «les

éléphants». « Ces institutions ont dominé la scène culturelle pendant deux décennies. Elles ont fait fortune grâce au théâtre d'intervention sociale, mais manquaient de professionnalisme », note Roger Nydegger, un metteur en scène zurichois actif de longue date au Burkina. Les éléphants, admet-il, ont toutefois le mérite d'avoir formé une nouvelle génération d'acteurs et de metteurs en scène. Vers le milieu des années 90, beaucoup de ces jeunes professionnels ont créé leurs propres compagnies afin d'explorer d'autres pistes artistiques.

Six ans de galère

C'est ainsi qu'est né en 1996 le Carrefour international de théâtre de Ouagadougou (Cito). Ses fondateurs l'ont conçu comme un lieu de convergence pour les artistes du Burkina et d'Afrique occidentale. Leurs buts : améliorer les techniques de production artistique, promouvoir les arts de la scène et professionnaliser ce secteur. Malheureusement, le Cito a été contraint à l'inactivité durant six ans, faute de financement. Il n'a véritablement démarré qu'en 2002, en obtenant l'aide de la Norvège. Celle-ci a été relayée

entre-temps par trois autres donateurs, dont la DDC. « En 2007, nous avons en effet décidé d'aider le secteur culturel du Burkina à se structurer, à se concerter et à s'organiser, pour que les prestations soient plus pointues et pour éviter les chevauchements. Le Cito s'inscrivait parfaitement dans cette dynamique », explique Ambroise Tapsoba, au bureau de la coopération suisse à Ouagadougou.

Des chefs-d'œuvre revisités

Le Cito a opté pour le théâtre d'auteur, mettant à l'affiche des œuvres de grands écrivains tels



que Shakespeare, Molière, Bertolt Brecht, Henrik Ibsen, Aimé Césaire, Wolé Soyinka ou Ahmadou Kourouma. Un choix difficile dans un pays où les institutions culturelles dépendent entièrement de l'aide extérieure, comme le relève son administrateur Martin Zongo : « Beaucoup de compagnies sont obligées d'agir sur commande. Elles travaillent pour des bailleurs de fonds qui veulent financer des spectacles à vocation sociale. Nous ne voulions pas aller pêcher dans leur rivière. Heureusement, nous avons trouvé des donateurs qui croient aussi au théâtre esthétique. » Chaque année, le Cito crée quatre spectacles majeurs, le plus souvent en coproduction avec des partenaires étrangers. Les comédiens jouent pendant un à deux mois à Ouagadougou. Si le budget le permet, ils partent ensuite en tournée dans le reste du Burkina, voire dans d'autres pays d'Afrique occidentale.

Le ressort comique

Les œuvres classiques sont souvent revisitées et adaptées au contexte africain. Pour Roger Nydegger, qui a déjà réalisé plusieurs pièces en collaboration avec le Cito, il est important que le public s'amuse : « Si le spec-

tacle est trop sérieux, nous jouons devant des salles vides. L'humour nous permet d'interpeller les spectateurs sur des thèmes sensibles. » Car le but du Cito est bien de susciter une réflexion sur des problématiques qui entravent le développement du pays.

En 2010, Roger Nydegger a par exemple réalisé *Gombo noir*, une farce tirée du *Revizor* de Nicolas Gogol, qui traitait de la corruption. En 2006, il a soulevé la question des mariages forcés, avec *Le Rêve du lutin*, une adaptation du *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare. En mars prochain, la pièce antique *Lysistrata*, d'Aristophane, évoquera les inégalités entre hommes et femmes.

La DDC salue cette approche : « Les créations du Cito contribuent à forger l'opinion publique », souligne Ambroise Tapsoba. « Elles encouragent le citoyen à porter un regard critique sur les questions de société, à s'interroger et à changer sa perception de certaines réalités. »

Un fonctionnement démocratique

Il n'y a ni concurrence ni doublon entre les différentes compagnies burkinabè, relève Martin

Zongo. « Ce que les autres font, nous ne le faisons pas », résume-t-il. Les « éléphants » sont par exemple les seuls à organiser des festivals. En matière de formation, l'offre est également complémentaire : le Cito se concentre sur le renforcement des capacités, tandis que d'autres institutions assurent la formation de base. Il propose des stages de perfectionnement à tous les artistes de la scène, aux administrateurs et aux techniciens. Le Cito se distingue aussi par sa structure. Il ne dispose pas de sa propre troupe et n'appartient pas à une seule personne. C'est une association culturelle ouverte aux professionnels de toutes les disciplines du spectacle. Ses 390 membres individuels (comédiens, metteurs en scène, danseurs, musiciens, chorégraphes, techniciens...) se réunissent une fois par an pour décider des grandes orientations. Le Cito puise dans ce vivier pour recruter, avant chacun de ses spectacles, les artistes dont il a besoin. D'ailleurs, les candidats sont nombreux à se présenter à ses castings, car il paie les meilleurs salaires de la place. En plus des membres individuels, une cinquantaine de compagnies de théâtre sont des membres sympathisants du Cito.

Lorsqu'elles veulent monter un spectacle, ce dernier met à leur disposition ses locaux, son matériel et ses services administratifs. ■

Des mini-Cito dans les régions

La plupart des compagnies de théâtre du Burkina se trouvent dans les deux villes principales, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Le Cito a commencé l'an dernier de décentraliser ses activités, afin d'animer la vie culturelle d'autres régions. Avec l'appui de la DDC, il a créé des antennes locales, appelées Cellules relais d'action culturelle (Crac), dans trois villes moyennes et dans des arrondissements excentrés de Ouagadougou. Ces mini-Cito vont créer et diffuser des spectacles sur des thèmes intéressants le public local. Ils organiseront des formations afin de rehausser le niveau artistique des comédiens locaux et de pouvoir les intégrer dans de futurs spectacles. Le Cito leur apporte un soutien logistique, matériel et financier. www.ouaga-cito.com

Service

Films



Des minerais très convoités

(dg) L'industrie minière est omniprésente au Katanga, dans le sud-est de la République démocratique du Congo. Cette province regorge de minerais indispensables au développement technologique des pays occidentaux et asiatiques – notamment du cuivre, du cobalt et de l'uranium. Les multinationales, parmi lesquelles figurent depuis peu des entreprises chinoises, se livrent une

concurrence acharnée pour exploiter ces gisements. Le film *Katanga – la guerre du cuivre* donne un aperçu des structures complexes et des interdépendances propres au commerce international des matières premières. Il décrit la compétition impitoyable entre les sociétés exploitantes et raconte comment les mineurs démunis, qui comptent parmi les perdants de la mondialisation, se battent pour leur survie. Personnage central du film, le charismatique gouverneur de la province Moïse Katumbi tente un exercice d'équilibre entre le développement de son pays et la lutte contre le pillage des ressources par des investisseurs internationaux.

Thierry Michel: «*Katanga – la guerre du cuivre*», film documentaire, 90 minutes, dès 16 ans; Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Hommage au maître du cinéma égyptien

Youssef Chahine a été pendant longtemps la grande figure du cinéma égyptien. Né en 1926 à Alexandrie dans une famille chrétienne d'origine libanaise, il est mort en 2008 à l'âge de 82 ans. C'est en 1949 qu'il a tourné son premier film, *Papa Amin*. De nombreux autres ont suivi, souvent couronnés par de prestigieuses distinctions. Trigon-film a réuni trois de ses chefs-d'œuvre dans un magnifique coffret DVD. À sa sortie en 1958, *Gare centrale* a attiré les foudres du public par son réalisme et ses femmes passionnées. Ce film est une œuvre majeure non seulement en Égypte, mais aussi dans les annales du cinéma mondial. Outre cette histoire d'amour tragique qui reste saisissante aujourd'hui, le coffret contient *Le moineau* et *Retour de*

l'enfant prodige, ainsi que des bonus très étoffés. Ceux-ci dressent le portrait de Youssef Chahine. Ils donnent la parole au cinéaste et à ses compagnons de route.

«*Coffret Youssef Chahine*», trois DVD; langue: VO arabe, sous-titres français-allemand. Commandes et informations: www.trigon-film.org

Des pizzas et des crayons

(bf) Comment mettre en pratique l'Éducation en vue du développement durable (EDD) dans les écoles suisses? Quels aspects dois-je prendre en considération en tant que professeur? Comment vais-je aborder un projet d'EDD? Le dossier *Pizzas saines et crayons équitables* répond à ces questions. Il a été réalisé par la Fondation Éducation et Développement et la Fondation suisse d'éducation pour l'environnement. Ce nouveau dossier consacré à l'EDD est axé sur la pratique. Il décrit les différentes manières d'orienter l'enseignement sur le développement durable, en se basant sur deux projets concrets et trois séquences d'enseignement. Ces exemples

intéressants servent de modèles. Ils devraient donner au corps enseignant l'envie et le courage de se lancer dans l'EDD. Pour compléter ce dossier, le site guides.educa.ch propose d'autres exemples de projets de classe, des publications et des liens. Il est régulièrement enrichi de nouvelles informations utiles pour les écoles et les enseignants qui s'intéressent à l'EDD.

«*Pizzas saines et crayons équitables*»; téléchargement et informations complémentaires: www.bne.educa.ch; le dossier imprimé peut être obtenu gratuitement en écrivant à info@sub-fee.ch

Un potentiel planétaire

(er) La gaieté n'est pas vraiment ce qui caractérise les chansons de Mirel Wagner. Celles-ci dégagent plutôt une austère mélancolie. Leur densité, leur intimité à fleur de peau exercent une fascination d'ordre mystique. Elles se risquent sur des terres inquiétantes – la mort et le diable, l'amour et le péché, les affres de la privation, le désespoir auto-destructeur, la solitude dans le noir lorsque toutes les étoiles



tombent sur la terre. Ce profond lyrisme est porté par une voix sombre à la diction précise, parfois enfantine, parfois avec le timbre d'une femme mûre. Seuls les accords mélodieux d'une guitare viennent appuyer le chant incantatoire de Mirel Wagner par des cadences aussi répétitives que ses refrains envoûtants. Cette chanteuse et compositrice de 24 ans éveille des associations avec le blues douloureux des esclaves et le culte des morts africain ou créole. Née en Éthiopie, elle a grandi en Finlande, s'est mise au violon à sept ans et est passée à la guitare six ans plus tard. Des chansons folk très personnelles n'ont alors pas tardé à voir le jour. Elles ont un potentiel d'envergure planétaire.

Mirel Wagner: «*Mirel Wagner*» (*Bone Voyage – Cargo* Records/Phonag)

Témoignage d'une vie douloureuse

(er) Percussions entraînantes, accords de guitare harmonieux, motifs virtuoses d'une flûte peul, accents denses du saxophone, phrases perlées du balafon, touches mélodieuses de la kalimba et notes sonores de l'accordéon... À cela s'ajoute la

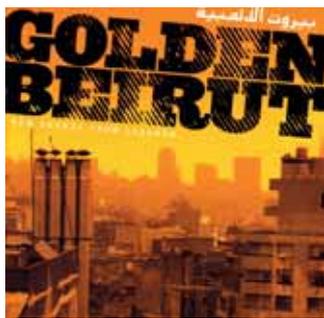


forte présence d'un chœur féminin. Par-dessus le tout s'élève la voix parfois douce, mais toujours chaude et expressive, de Sia Tolno. En kissi, en mendé et en anglais, cette Guinéenne de 36 ans défend la cause des femmes africaines et se révolte contre la violence. Ses chansons sont le reflet d'une vie fracturée. Séparée de sa mère à l'âge de 6 ans, Sia est contrainte de partir pour la Sierra Leone avec son père qui la maltraite. À 20 ans, elle fuit la guerre et se réfugie dans sa ville natale de Guékédou, en Guinée. Au début des années 2000, elle s'installe à Conakry, la capitale, et commence à chanter dans des clubs. Elle développe son propre répertoire de mélodies ensorcelantes, mêlant afrobeat, afro funk, soukous, ballades mandingues et jazz. En 2011, l'artiste a reçu le prix Découvertes de Radio France Internationale.

Sia Tolno : « My Life » (Lusafrika/Musikvertrieb)

La frustration des jeunes Libanais

(er) Des groupes appartenant à la scène musicale alternative de Beyrouth, capitale du Liban, proposent douze morceaux pleins de surprises acoustiques. Cela va du post-punk et de l'indie-rock au hip-hop et à des emprunts folk, en passant par le glam et l'électro-pop. On y entend l'oud (luth) et le ney (flûte), des pulsations de basse, des rythmes fiévreux ou cristallins, des grooves implacables, des mélodies chantantes, des voix d'hommes et de femmes aux accents parfois déterminés, parfois charmeurs. Ces interprètes, inconnus chez nous, chantent en arabe, en anglais ou en français. Leurs textes sont empreints d'autodérision et de frustration. Ils expriment une révolte contre l'absence de perspectives dans cette ville qui fut jadis le « Paris



du Proche-Orient». C'est le Bernois Thomas Burkhalter, journaliste et ethnomusicologue, qui a collecté ces trouvailles destinées à des oreilles réceptives. Le disque est complété par un magnifique livret, riche en informations sur la musique de la jeunesse libanaise actuelle. Une génération qui en a assez de la guerre, de la politique et de la folie religieuse.

Divers artistes : « Golden Beirut – New Sounds from Lebanon » (Norient & Outhere Records/Musikvertrieb)

Les mots qui tuent

(jls) Le langage peut être une arme de destruction massive. Il joue un rôle crucial avant, pendant et après les génocides. Les bourreaux réinventent les mots pour stigmatiser des individus, les réduire au rang d'animaux nuisibles et préparer leur extermination. Le philologue Victor Klemperer est l'un des premiers à avoir mis en évidence cette distorsion du langage à des fins criminelles. De 1933 à 1945, ce juif allemand a consigné dans son journal toutes les déformations du vocabulaire ou de la syntaxe introduites par le régime nazi. Son étude est le point de départ d'une réflexion plus large sur les liens entre le langage et les génocides du 20^e siècle. Entre 2008 et 2011, trois rencontres se sont tenues à Romainmôtier (VD) sur ce thème. Un ouvrage collectif réunit les contributions des participants. Il met en lumière les mécanismes linguistiques qui participent au géno-

cide, que ce soit pour le préparer ou, plus tard, pour en dissimuler l'existence et nier la parole des rescapés.

« Les mots du génocide », sous la direction de David Collin et Régine Waintrater, collection Imprescriptible, MétisPresses, Genève, 2011

L'Albanie avant et après

(bf) Il y a vingt ans, des événements historiques ont profondément changé le monde. La fin de la guerre froide a amorcé un processus de démocratisation en Europe de l'Est. L'Albanie, elle aussi, a vu déferler une vague de mouvements hostiles au pouvoir en place. La chute du régime communiste a fait naître l'espoir d'une ère de prospérité et de liberté. Dans le livre *Albania in Transition 1991-*, le photographe zurichois Hans Peter Jost témoigne de l'éclosion d'un pays marqué par son passé communiste. Certains clichés rappellent une époque pas si lointaine où il n'y avait pas d'automobiles privées mais seulement des chevaux pour transporter personnes et marchandises, une époque où les façades n'étaient pas encore hérissées d'antennes paraboliques. D'autres clichés montrent l'Albanie actuelle. Le contraste est saisissant. Il en résulte un document historique très soigné et émouvant, complété par des textes de la journaliste Christina Kleinedam et de l'écrivain albanais Fatos Lubonja.

Hans Peter Jost : « Albania in Transition 1991- », anglais et albanais, Benteli Verlag, Berne 2011



Coopération entre deux pays montagneux

(bf) La coopération au développement entre la Suisse et le Népal date des années 50. Aujourd'hui, le petit État himalayen fait toujours partie des pays prioritaires de la DDC. Rolf Wilhelm, âgé de 84 ans, connaît particulièrement bien l'histoire de cette coopération, qu'il a contribué à façonner. De 1958 à 1960, il a été coordinateur de projets à Katmandou. Par la suite, il a suivi de très près l'engagement de la Suisse au Népal en sa qualité de directeur suppléant de la DDC jusqu'à sa retraite en 1992. Rolf Wilhelm raconte ses expériences et ses souvenirs dans un livre intitulé *Gemeinsam unterwegs*. L'auteur propose « un voyage à travers 60 ans de coopération Suisse-Népal ». Il décrit de façon détaillée et claire la multitude de projets lancés dans la zone des collines népalaises sous la forme de partenariats. Ces interventions se sont avérées particulièrement durables, grâce notamment à l'engagement à long terme de la Suisse.

Rolf Wilhelm : « Gemeinsam unterwegs », Haupt Verlag, Berne 2011

Des machines à coudre contre la faim

(gn) À 82 ans, Elizabeth Neuenschwander continue de se rendre régulièrement au Pakistan et en Afghanistan pour s'occuper de ses projets. Cette couturière née dans l'Emmental a consacré sa vie aux défavorisés, plus particulièrement aux femmes et aux enfants. Après avoir travaillé longtemps dans divers organismes de développement, dont la DDC, elle a fondé sa propre œuvre d'entraide. Ses missions l'ont conduite notamment au Nigeria, au Népal et en Inde. En 1978, la Bernoise s'est rendue pour la première fois au Pakistan, afin de diriger, sous



mandat de l'ONU, un projet pilote en faveur des femmes dans des zones rurales. Depuis lors, elle est restée fidèle à cette région. Le but de son travail a toujours été l'autopromotion des bénéficiaires : ses légendaires cours de couture et machines à coudre ont aidé de nombreuses femmes à se former et à devenir autonomes. Récemment, cette infatigable coopérante a raconté sa vie à un journaliste. Il en est résulté un livre passionnant sur une femme énergique qui fait de grandes choses en restant à l'écart des projecteurs de l'actualité mondiale.

Roland Jeanneret : « *Von Schangnau nach Kabul* », Lokwort Verlag, Berne, 2011; www.elizabeth.ch.tf

Chercheur et sauveur

(bf) L'agronome Hans Rudolf Herren est l'un des scientifiques suisses les plus réputés dans le monde. Ce qu'il a réalisé pour l'Afrique est sans précédent : il a sauvé des millions de personnes de la famine en combattant des insectes ravageurs au moyen

d'autres insectes qui sont leurs ennemis naturels. Cette lutte biologique contre les parasites permet bien souvent de renoncer aux insecticides, ce qui économise de l'argent tout en ménageant la population, les animaux et l'environnement. Hans Rudolf Herren a reçu le Prix mondial de l'alimentation en 1995 pour ses travaux de pionnier. Président de la fondation suisse Biovision et de l'Institut du Millénaire à Washington, il prône un développement global et durable sur les plans écologique, social et économique. Dans une biographie parue l'an dernier, le journaliste scientifique Herbert Cerutti décrit à la fois l'histoire de ce visionnaire et celle de la lutte contre la faim dans le monde.

Herbert Cerutti : « *Wie Hans Rudolf Herren 20 Millionen Menschen rettete* », Orell Füssli Verlag, Zurich 2011

Souvenirs d'un coopérant

(gn) Le Zurichois Martin Wieser a plongé dans ses souvenirs pour présenter trente ans de coopération au développement. Il a l'art de captiver ses lecteurs en racontant des événements palpitants ou amusants tirés de sa vie quotidienne de coopérant : son arrestation par des putschistes boliviens ou une opération de l'appendicite réalisée en pleine nuit dans un hôpital indien de province. Cet ingénieur agronome a travaillé à partir de 1971

pour la DDC, puis pour Inter-cooperation, dans différents pays. Ses réminiscences, à première vue très personnelles, apportent des repères intéressants sur l'évolution de la coopération. Ainsi, Martin Wieser raconte comment et pourquoi la délégation suisse en Bolivie a gelé ses projets après le putsch militaire de 1980. Cette décision est entrée dans l'histoire de la DDC. Elle a marqué le coup d'envoi de la politique de bonne gouvernance. *Martin Wieser* : « *Zwischen Titicacasee und Issyk Kul – Erfahrungen eines Grenzgängers* », Books on Demand GmbH, Norderstedt, 2011

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations : Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53 / 44 12 ; fax 031 324 90 47 / 48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,
Sabina Mächler, Nicole Suhner

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Maria Roselli (mr), Jane-Lise Schneeberger (jls), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54200

Couverture : Mine de diamants en Sierra Leone (Eisermann/laif) ; Bourse de New York (Daniel Barry/Redux/laif)

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Des poupées prêtes à dégrainer

L'artiste tessinoise Ivana Falconi s'inspire de ce qui est insolite, grotesque, absurde, mais aussi trivial ou kitsch.

L'exposition internationale de 2005 à Tokyo a beaucoup compté pour moi, car elle m'a permis de vivre dans un contexte différent pendant plusieurs mois. Les voyages et les échanges culturels sont toujours une source d'inspiration pour mes travaux. À l'instar de Tokyo, mes séjours à Erevan, Belgrade et New York ont été particulièrement importants à cet égard. L'installation « 20 mars 2003 », qui porte le nom du jour où George Bush a déclaré la guerre à l'Irak, illustre bien mon processus créatif : pendant des années, j'ai collectionné de petites poupées en habits folkloriques. Ces jouets sont certes l'emblème d'un certain nationalisme, mais ils n'ont rien de menaçant en soi. Eh bien, tout change s'ils sont armés. Pour mon installation, j'ai équipé les poupées de minuscules pistolets et les ai placées en cercle, prêtes à braquer leur arme sur quiconque les approcherait. À l'heure actuelle, je suis très inspirée par mes voyages au Proche-Orient. Il faut absolument visiter Petra, en Jordanie, cette cité antique creusée dans la roche.

(Propos recueillis par Maria Roselli)

« Je considère comme vert tout ce qui nous aide à améliorer notre sort, sans mettre notre avenir en danger. »

Crispino Lobo, page 15

« Je me souviens d'avoir lutté pour obtenir le droit de choisir mes amis, d'aller à certains endroits, de voyager seule. »

Dana Shalabi, page 22

« Les jeunes et l'élite voient leur avenir en ville, tandis que les citadins le voient à l'étranger. »

Andreas Schild, page 28
